

LE M **ARXISTE** - L **ENINISTE**

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML
GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTE-LÉNINISTE

MENSUEL - Numéro double Juillet-Août

No 43-44

Prix: 5 Francs



Une vue du rassemblement à l'initiative de l'U.C.F.M.L. et des P.A.E. - Photo U.C.F.M.L.

BONDY · SECURITE SOCIALE ·
USINES · AFGHANISTAN ·
EXTRADITIONS · GROUPE FOUDRE
LES CPAC ET LA GUERRE D'ALGERIE
NEGRI · PROJET PEYREFITTE ·
PALESTINE · MAGMA

CALENDRIER

13 Mai: Peines très sévères pour sept nationalistes Corses devant la cour de sûreté de l'Etat. Le F.N.L.C. revendique un attentat par mitraillage devant l'ambassade d'Iran au cours duquel 4 gendarmes sont blessés. C'est la première fois que le F.N.L.C. vise des hommes. Ce genre d'attentat dans la conjoncture ne le mènera pas loin.

- Afghanistan: arrestations massives d'étudiants après les émeutes de ces derniers jours. Mais les soviétiques eux-mêmes reconnaissent que la situation est difficile et les routes « peu sûres ». Ils s'enfoncent. Le fantôme Karmal propose un règlement garanti par l'U.R.S.S. et les U.S.A. Rideaux de fumée pour masquer une situation interne et externe de plus en plus difficile.

14 Mai: Après la mort d'Alain Bégrand à Jussieu, manifestation de 10 000 personnes à Paris.

15 Mai: Barre soutient Bonnet: les universités ne seront pas des dépotoirs, dit-il...

18 Mai: Rencontre surprise Giscard-Brejnev à Varsovie. Loin d'être une manifestation d'indépendance à l'égard des U.S.A., cette initiative relève de l'attentisme frileux de l'impérialisme français vis-à-vis de l'expansionnisme soviétique. Attitude qui, en fin de compte, consolide la politique de l'U.R.S.S.

19 Mai: Manifestations et affrontements s'amplifient en Corée du Sud contre la dictature militaire.



- Fin de huit jours d'émeute des noirs de Miami (Etats-Unis). Est-ce le début d'une nouvelle révolte des ghettos, comme au début des années 60 ?

21 Mai: Enterrement d'Alain Bégrand, et manifestation l'après-midi: moins de monde que le 14 - 4000 personnes. Violentes bagarres avec les flics. Une partie des activistes du mouvement à Jussieu ne participe pas à la manifestation, qui apparaît répétitive. Les vrais problèmes sont ailleurs, et entiers.

- La quasi-totalité des organisations de juristes, magistrats et avocats, critique le projet Peyrefitte: « sécurité et liberté ».

- En Corée, la ville de Kwengju est en insurrection.

- Défaite électorale des indépendantistes au Québec.

22 Mai: Poniatowsky et derrière lui toute la haute administration policière sérieusement soupçonnés d'avoir menti dans l'affaire de l'assassinat de de Broglie. Les élections approchant, les sordides règlements de compte parlementaire se succèdent et s'amplifient.

24-25 Mai: 100 000 personnes au rassemblement anti-nucléaire de Plogoff. Mais le rassemblement est dominé par la voie écologique apolitique et parlementaire. Les C.P.A.C. et l'U.C.F.M.L. y sont en enquête (Voir notre article dans le journal de Juin No 42).

26 Mai: La répression des manifestations anti-soviétiques à Kaboul aurait fait des dizaines de morts, ainsi que la répression des émeutes insurrectionnelles en Corée du Sud où l'armée a repris la ville de Kwangju. Reflux provisoire des assauts populaires contre les deux superpuissances et leurs fantoches.

28 Mai: Encouragés par la victoire de Mugabe au Zimbabwe, la jeunesse noire d'Afrique du Sud se révolte à nouveau, 4 ans après Soweto. Elle est cette fois massivement rejointe par les métis que l'Etat des colons blancs avait toujours cherché à diviser des noirs. L'isolement de cet Etat s'accroît, la répression ne le sauvera pas plus qu'il n'a sauvé celui de Smith et sa bande en Rhodésie.

29 Mai: Après 8 ans de procédure, le brigadier Marquet, qui avait tué d'une rafale de mitraillette à bout portant Mohamed Diab dans le commissariat de Versailles est déclaré avoir agi en état de légitime défense ! C'est donc clair: un flic peut tuer un arabe dans un commissariat sans être le moins du monde inquiété. Les juges ont appliqué avant même qu'il ne soit voté un article du projet « sécurité et liberté » de Peyrefitte qui tend à « limiter » les conséquences pénales des crimes et délits commis par les fonctionnaires de police...

30 Mai: Arrivée de Jean Paul II à Paris.

- A bondy, un commando fasciste blesse un jeune algérien après divers autres attentats et des tentatives visant à introduire la ségrégation raciale dans les écoles. Début de l'éclatement public de ces affaires et des ripostes (Cf article).

2 Juin: Fin du voyage en France du pape. Le succès populaire a été moins grand qu'annoncé, par contre, énorme bousculade à l'Elysée dans la classe politique pour arriver à être photographié serrant la main du Saint homme. Marchais a réussi... (voir notre article sur Jean Paul II dans le ML 42).

- Attentat d'un groupe terroriste sioniste contre 3 maires cisjordanais grièvement blessés. Le sionisme a désormais son O.A.S. C'est une pierre qui lui retombera sur les pieds car cela ne peut qu'accroître les tensions internes à la société Israélienne.

4 Juin: Comparution, devant la chambre d'accusation de 2 des 5 jeunes femmes allemandes arrêtées début Mai. La RFA a demandé leur extradition. La police et l'administration pénitentiaire les traitent comme des fauves dangereux et cherchent par tous les moyens à les humilier, au mépris des lois et des droits de la défense. Ce qu'on veut atteindre, c'est la possibilité même d'un traitement légal pour les révolutionnaires. Début de mobilisation contre cette affaire. L'U.C.F.M.L. en est (voir article dans ce numéro).

5 Juin: Grève et journée d'action syndicale contre la nouvelle convention médecin - sécurité sociale. Les syndicats, toujours divisés, et restés sur l'échec de leur précédentes manifestations (1er Mai en particulier) trouvent là un terrain pour se relancer. La grève est en effet un relatif succès



A EL Salvador, contre le régime militaire et sa dictature sanglante, la résistance populaire s'organise.

pour ce genre d'opération. Mais le vrai problème n'est évidemment pas là où ils le placent. C'est, à travers l'extension du système des profils médicaux, la possibilité d'une médecine au service du peuple que le gouvernement veut réduire (voir notre article dans ce numéro).

- Giscard déclare qu'il faut faire une pause avant d'élargir l'Europe. Ayant cédé devant la «dame de fer»-Thatcher, il se venge sur les Espagnols et les Portugais. Objectif: ne pas laisser, pour les élections de 81, la propagande chauvine aux seuls R.P.R. et P.C.F.

2 Juin: Le soldat inconnu d'Indochine inhumé sur le sol national. «Il est mort pour la France» a dit Giscard, «avec lui se ferme une page glorieuse de notre histoire». L'Etat impérialiste d'aujourd'hui revendique les guerres coloniales. Remarquable continuité, nous l'avons toujours dit, et de plus début d'une série d'opérations visant à ramasser le maximum de voix d'extrême-droite.

- Colloque sur Négri à Paris. Colloque universitaire, mais on peut espérer un début de retournement de tendance chez des intellectuels jusqu'ici plutôt lents à défendre un théoricien révolutionnaire emprisonné par la D.C. et le P.C.I.

8 Juin: En Afghanistan, violents combats autour de Kaboul et exécution d'un dirigeant de la résistance de l'intérieur.

- Elections en Italie: record d'abstention, recul du P.C.I. Le compromis historique et l'acharnement contre les révolutionnaires, sous couvert d'anti-terrorisme, ne paie pas.

11 Juin: Début du débat à l'assemblée sur le projet de loi «sécurité et liberté».

- Très lourdes condamnations (12 ans) par la cour de sûreté de l'Etat pour des militants du Front de Libération de la Bretagne, simplement accusés d'avoir dynamité la maison vide du commissaire Le Taillanter.

12 Juin: Violents affrontements entre «modjahidines du peuple» et extrémistes religieux de droite en Iran. Alors qu'aucun des problèmes économiques et sociaux légués par la dictature du Shah n'est réglé, les tensions s'aggravent en Iran. Un camp populaire réussira-t-il à se structurer avant l'inévitable affrontement ?

13 Juin: Au sommet Européen de Venise, les 9 prennent position sur le proche-Orient et mentionnent l'O.L.P. comme devant participer à la négociation. Rien de nouveau

malgré le bruit, surtout fait pour masquer l'absence de décisions concernant la crise économique et l'attitude à adopter vis-à-vis de l'U.R.S.S.

14 Juin: A Toulon, un ministre en exercice, Dominati, participe à l'inauguration d'un monument aux «martyrs de l'Algérie française» à l'effigie de Roger Degueldre, fondateur des commandos Delta de l'O.A.S. et fusillé sur ordre de de Gaulle. Suite de l'opération Giscardienne de glorification de l'Etat colonialiste et de recollage des voix d'extrême-droite, mais aussi camouflet aux Gaullistes.

15 Juin: Les écologistes parlementaires auront leur candidat aux élections: Brice Lalonde.

18 Juin: Les gaullistes s'indignent de l'affaire Dominati. Barre dit 2 mots et les gaullistes s'écrasent. De Gaulle se retourne dans sa tombe... et le parlement s'appête à voter le projet Peyrefitte, avec en prime une loi R.P.R. légalisant les contrôles d'identité par la police, n'importe où dans la rue et n'importe quand...

- Un cadre dynamique d'EDF, syndicaliste, Pierre Bauby, sera le candidat du PCML aux présidentielles. En 1974 nous avions prôné l'abstention, dit Jurquet, «nous revendiquons le droit à l'erreur, l'élection est une arme qu'il ne faut pas mépriser. Lénine l'avait dit depuis longtemps, mais nous l'avions oublié». Quand à Mao Tsé Toung, il y a longtemps que le PCML l'a oublié. Question donc: sous quelle forme vont-ils le retrouver ?

19 Juin: A Venissieux et Vaulx en Velin, les maires P.C.F. lancent une campagne pour expulser de leur chère ville les délinquants et leurs familles avec (immigrés bien sûr). P.C.F.-fascistes de Bondy, même combat !

20 Juin: Le bras de fer anglo-franco-américain pour faire passer les Nouvelles-Hébrides prochainement indépendantes sous leur coupe néo-coloniale se poursuit. Ballet de gendarmes mobiles et de parachutistes de Sa majesté. Aux peuples de ces Iles de se débarrasser de ces candidats tuteurs ! Pas un soldats ou gendarmes français ou autres ne doit s'y maintenir !

22-23 Juin: Attaque Vietnamiennne contre des camps de réfugiés Khmers en Thaïlande. La résistance intérieure s'intensifie avec la saison des pluies.

30 Juin: Schmidt à Moscou. Programme: les armes SS 20 et Pershing en Europe. Les soviétiques disent vouloir négocier, mais déploient les SS 20 à un rythme élevé; et aussi les affaires: malgré l'Afghanistan, les marchés soviétiques sont toujours bon à prendre pendant la crise, pour être le premier partenaire commercial de l'U.R.S.S. en Europe.

- La justice Italienne ordonne la mise en liberté de Piperino et Pace, preuve s'il en était besoin que l'acte d'accusation contre eux qui a permis, en toute bonne conscience, et connaissance de cause, aux tribunaux français de les extraditer, était un tissu d'inepties. L'application de la convention «anti-terroriste» se heurte encore à certains restes de légalité bourgeoise. Raison de plus pour foncer dans la brèche et amplifier la campagne contre.

2 Juillet: La police relâche les nazis du F.A.N.E. qu'elle avait arrêté à la suite d'une série d'attentats contre le MRAP et des aumonerias progressistes dans le Marais, qu'ils avaient revendiqué. Question: en aurait-il été de même avec des Corses, des Bretons ou des révolutionnaires ?

5-6 Juillet: Agitation en Pologne à la suite de la hausse des prix. Sous la domination du social-impérialisme, la nouvelle bourgeoisie d'Etat polonaise s'enfonce dans une grave crise économique et politique sensible par des divergences au sein de l'équipe au pouvoir qui s'expriment ouvertement. La Pologne se confirme comme un des maillons faibles de la domination social-impérialiste en Europe de l'Est.

abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 80 F
soutien : 100 F et plus !

«LE MARXISTE LÉNINISTE» - Directeur de publication P. Gonin - Dépôt légal 2/80 - Commission paritaire No 56 220
Imprimerie Spéciale Potemkine - Adresse : «Le ML» BP-278-75827 Paris Cedex 17 - CCP 3458161 L La source - ISSN 0338 - 5086

COMBATS

BONDY : il nous faut une volonté prolongée de l'unité français immigrés

Les attaques fascistes à Bondy confirment qu'une nouvelle étape s'ouvre sur le front du combat pour l'égalité des droits, pour l'unité français-immigrés. Et cela pas seulement parce que les attaques des bandes fascistes, complément violent de la politique raciste de l'État, ont porté sur de nouvelles cibles, les jeunes immigrés, les cités et les écoles au lieu des foyers ou les ouvriers immigrés isolés. Pas seulement même parce que le développement d'une «rumeur», d'une psychose de la présence tous azimuts des fascistes montre que l'état de désorganisation du peuple est important, que les effets conjoints des pratiques policières et de la propagande P.C.F. ont semé une inquiétude profonde chez les immigrés, un sentiment de situation précaire, menacée.

Mais parce que les jeunes immigrés ont commencé à se mobiliser, pour contrôler les cités, dans la manifestation de riposte du 19 Juin. Et que s'est ouvert le débat en leur sein sur: faut-il s'organiser isolés, entre jeunes immigrés, coupés des familles, contre les français en général, sans débat sur la politique et leur place dans la société actuelle... En effet, les familles immigrées recherchent aussi leur rapport aux jeunes, aux français; face aux réflexes de repli nationalistes ou de s'enfermer chacun chez soi, quelles ripostes, sur quelles forces compter... Parce que les français sont interpellés, plus seulement pour soutenir des luttes d'immigrés, mais directement dans leur vie sociale et dans l'intérêt qu'ils ont ou non à l'unité concrète (dans la cohabitation dans les cités, dans l'enseignement, la mixité des enfants dans les écoles...) avec les familles immigrées...

Nouvelles questions. Notre intervention, notre politique doivent y être liées. Nous avons appelé quelques jours après l'attentat fasciste à une première riposte sur le marché de Bondy: dès ce moment, est apparu qu'il ne fallait pas seulement riposter, «marquer le coup», mais comprendre ce qui rendait l'attentat possible, soutenir le débat chez les jeunes immigrés, proposer des pratiques communes aux français et aux immigrés sur les écoles (par exemple amener les enfants ensemble). Dans la manifestation unitaire du 19 Juin de 1500 personnes, face aux tenants de la voie «exigeons la dissolution des milices fascistes» et de la seule solidarité (MRAP, trotskystes...) nous avons porté les mots d'ordre: «français-immigrés, égalité des droits», «face à la terreur raciste, unité des jeunes et des familles», «dans les cités, dans les écoles, unité français-immigrés vaincra»...

Rendre concrets et vivants ces mots d'ordre, faire des C.P.A.C. l'organisation des éléments du peuple prêts à prendre ces tâches en main, soutenir le débat au sein des jeunes pour que leur force et leur organisation soit au service de cette unité et des problèmes réels (expulsions, question des sans-papiers, chômage...) qu'ils rencontrent, lier toutes ces tâches au combat prolongé et à l'histoire du mouvement pour l'égalité des droits... voilà les nouvelles interpellations auxquelles nous sommes confrontés. Dans les prochains numéros du «ML», nous rendrons compte des premiers axes de travail concret sur ces tâches.

L'ANCIEN ET LE NOUVEAU

Les attaques des fascistes, ou des flics, contre des ouvriers, contre des jeunes, il y en a eu, il y en a. Le plus souvent, elles étaient isolées. Quelquefois, il y avait riposte populaire. Citons: Boissy St Léger, Valenton, Vitry...

Aujourd'hui, il se passe deux choses nouvelles:

*1- Attaque contre les écoles (lycée de Chelles, C.E.S.

de Neuilly sur Marne). Et surtout, menaces de «descente» (proférées par téléphone) si on ne sépare pas tout de suite français et immigrés dans les écoles. Attaques contre les jeunes immigrés (Bondy).

*2- La «rumeur»: on a vu se répandre une crainte de la terreur fasciste. Une exagération des attaques. Il y avait l'idée: les racistes et les fascistes peuvent attaquer quand ils le veulent. Ils sont partout.



Une vue du rassemblement à l'initiative de l'U.C.F.M.L. et des P.A.E. (Phot. U.C.F.M.L.).

POURQUOI ?

L'Etat, avec Giscard-Barre-Stolér, a été le premier à l'assaut contre les immigrés. Il a voulu écraser la lutte des foyers Sonacotra. Il a fait des lois racistes. Il a organisé des contrôles de police racistes partout.

Mais il y a eu de très fortes résistances:

- dans certains foyers, les résidents ont tenu. Bien organisés avec leur comité de résidents, ils ont négocié et remporté certaines victoires (Reims, Pierrefitte).
- contre les lois racistes, il y a eu, avec l'action des maoïstes, des immigrés, des anti-racistes, une campagne populaire. Le gouvernement a du reculer un peu: une loi est votée (Bonnet), les deux autres sont reportées.
- de nouvelles forces sociales ont fait des mouvements contre le racisme: les étudiants.
- il y a une volonté ferme de faire régulariser les papiers (Turcs) et d'exiger les droits (travailleurs du métro). Il y a, avec les Permanences Anti-Expulsion, un début d'organisation de la protection des sans-papiers.

Devant cette résistance, l'Etat fait deux choses:

— il essaie d'appliquer directement les lois et sa politique raciste, sans les faire voter (expulsions illégales, contrôles, contrats individuels dans les foyers, non-renouvellement arbitraires des cartes, pressions sur les jeunes, etc...). Ce sont ces attaques directes de l'Etat qui créent l'inquiétude, le sentiment d'instabilité, de précarité de leur situation chez les immigrés; et qui servent de base d'appui au développement des «rumeurs».

— il «couvre» les agressions fascistes et racistes. Aucun fasciste n'est jamais trouvé. Aucun policier raciste n'est jamais puni. Le but des attaques fascistes: terroriser les immigrés. Diviser complètement les français et les autres nationalités. Enfermer les jeunes immigrés dans un ghetto, les présenter comme des «bandes de voyous», pour les expulser en masse dès qu'on pourra. C'est le complément par la violence et la terreur directe de la politique de l'Etat.

En fait, dans la période où sont débattues les questions de la résistance aux attaques racistes, l'objectif des attaques fascistes et rumeurs est de faire croire à la toute-puissance des racistes. Et de ne plus s'appuyer sur les com-

bats réels déjà engagés pour cette unité français-immigrés, mais de ne parler que de rumeur et d'ennemi insaisissable. Mais il y a une résistance. Elle a des premiers points d'appui. Développons-là.

EST-CE QU'ON LOUCHE DU COTE DE LA «GAUCHE», DU COTE DU P.C.F. ?

Le P.C.F. a, depuis longtemps, balayé le tapis pour les attaques racistes. C'est lui le premier qui a crié qu'il y «avait trop d'immigrés» dans les cités de banlieue. Lui qui a réclamé un «seuil de tolérance». Lui qui a dit qu'avec les enfants immigrés, on avait de mauvaises écoles. Et il continue ! Devant les attaques fascistes, il propose un renforcement de qui ? du peuple ? Pas du tout ! Un renforcement de la police ! Des gardiens ! Des gérants ! De tous ces gens qui ont tué à Valenton, à Vitry, etc...

Le P.C.F., c'est le racisme des mairies. C'est le racisme aux couleurs de la «gauche».

TROIS IDÉES DANS LA NOUVELLE SITUATION.

1) Comprendre, justement, que la situation est nouvelle dans le combat prolongé pour l'égalité des droits. Elle vient après les attaques contre les foyers. Les racistes veulent porter la division au coeur du peuple, dans les cités, les écoles...

Comprendre l'unité entre politique de l'Etat et actions des fascistes. Mais bien voir que les fascistes ne sont pas si forts. Ils ne font pas un camp solide avec eux. Leur force n'existe que si le peuple est lui-même désorganisé, divisé.

Si on ne cède pas au courant: «s'isoler, rester entre nous, rentrer au pays, il n'y a rien à faire» (côté immigrés); ou au courant: «cela ne m'intéresse pas, c'est une affaire d'immigrés» (côté français). Si on évite ce piège, les attaques actuelles se retourneront CONTRE les ennemis. Parce qu'il pourra y avoir de grandes discussions français-immigrés dans les écoles, sur les cités, dans les usines.

Brandir la terreur et la brutalité contre les jeunes ne réussit pas toujours ! Face à ces exactions, chacun va se de-

mander: Est-ce que par hasard, le peuple a BESOIN de l'unité français-immigrés ? Sinon, pourquoi les fascistes et les racistes, ces brutes, veulent-ils diviser ?

2) Refuser la panique. Combattre la « rumeur ». Cela commence à se faire à Bondy: commissions d'enquête populaire sur les faits réels; riposte large aux agressions (1500 manifestants); isoler les fascistes; ne pas colporter des faux bruits. Bien voir la faiblesse des ennemis, ne pas avoir les yeux fixés sur les fascistes, mais sur l'ensemble de la politique de l'Etat, et nos possibilités de FORCE. En particulier continuer à développer les ripostes déjà entamées aux attaques racistes (contre les contrôles de flics, les non-renouvellement de cartes, les menaces d'expulsion...).

3) Nouvelles pratiques d'unité français-immigrés liées à celles déjà existantes.

* A Bondy par exemple, nous soutenons l'organisation du peuple dans les cités. Le principe: faire le débat entre les jeunes et les familles, avec immigrés et français.

* Politique d'unité sur les écoles: débat triangulaire anti-raciste parents-jeunes-instituteurs. Accompagner collectivement les enfants à l'école.

* Trouver un point d'appui dans les usines, et aussi dans les foyers, où l'expérience de la résistance peut nous servir.

UNITÉ DU PEUPLE.

Un exemple: les jeunes ont souvent réagi en s'organisant spontanément (patrouilles à Bondy). C'est très bien !

Il faut se défendre. Toute la question est de ne pas isoler les jeunes. Tout le monde doit discuter de leurs problèmes particuliers (choix de leur nationalité pour les jeunes Algériens, menaces d'expulsion, chômage) car l'attaque policière contre les jeunes, la volonté de les expulser:

- est une 1ère volonté de division des familles elles-mêmes (une fois 1 ou 2 jeunes expulsés, comment peut-on surmonter la division de la famille, les pressions pour obliger au « retour »).

- est une attaque contre tous les jeunes, français et immigrés: les flics comme réponse au problème du chômage, et pour faire accepter à tous l'école ségrégationniste comme en Afrique du Sud.

Que les jeunes s'organisent au service de l'unité de tout le peuple ! Que les autres forces du peuple soutiennent alors les jeunes ! Pour que l'unité sur des cibles commune progresse !

Avec tout cela, on voit qu'il nous faut une VOLONTÉ PROLONGÉE de l'unité français-immigrés, une volonté dure et tenace pour l'égalité des droits.

Le retour de chacun chez soi (par nationalités, par catégories sociales, par générations...) est une menace de mort pour le peuple: c'est EXACTEMENT ce que veulent les fascistes et les racistes.

L'UNITÉ DU PEUPLE, COMME PROJET PROLONGÉ : C'EST CE A QUOI TRAVAILLENT LES MAOISTES, DANS TOUT LE PAYS, DEPUIS 10 ANS !

DEBATS

Pour un combat contre la sécurité anti sociale

Cet article trace des hypothèses sur la lutte à mener dans le domaine de la santé, question remise à l'ordre du jour par la nouvelle convention médicale. Il est le résultat de discussions et d'interventions faites à Reims par l'UCFML, le CPAC et les camarades du groupe Lutte Santé (GLS) qui ont accumulé une importante expérience dans ce domaine.

Une forte inquiétude populaire monte devant les menaces contenues dans la nouvelle convention médicale qui régit les rapports entre les caisses de sécurité sociale, les médecins et les malades. Déjà sous le coup d'un chômage galopant et d'une hausse des prix qui ne se dément pas, les gens y voient une attaque de plus contre un aspect de leur vie sociale auquel ils tiennent beaucoup : la santé. Comme un étau qui se resserre et qui vient entamer jusqu'à notre partie vitale.

Les syndicats ne s'y sont pas trompés. Ils ont tenté, en mai, en juin, d'utiliser cette inquiétude populaire pour se refaire une santé. Manifs des 13 et surtout 23 Mai, puis du 5 juin : « temps forts » de syndicats désunis auxquels est venue se mêmer la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). Un air d'unité nationale porté par le grand vent de la démagogie.

Deux grands thèmes reviennent souvent et alimentent le débat : « Médecine de riches, médecine de pauvres », « Défendons, sauvons la Sécu ».

Ni sur l'un, ni sur l'autre nous ne serons d'accord. Ils masquent l'essentiel de la convention : la tentative d'imposer un mode d'exercice anti-populaire de la médecine au moyen d'une Sécurité Sociale renforcée.

LA SÉCURITÉ SOCIALE : quel système, quel déficit ?

Initialement, la sécurité sociale est issue du principe de l'assurance : on cotise à une caisse pour couvrir des « risques » encourus (maladie, accident de travail, vieillesse) à quoi s'ajoute le financement de la politique natalistes : les allocations familiales. Ces assurances sont dites sociales car les risques ne sont pas courants individuellement mais par un grand nombre de cotisants (les salariés par exemple). On voit l'intérêt du capital à ce système qui apparaît au début des années 30 : « assurer » le renouvellement de la force de travail à une époque où l'exode rural est ralenti et où l'exploitation forcée type 19^{ème} siècle se trouve limitée par les luttes sociales.

Certains « risques » étant couverts, pourquoi tous les « risques » ne le seraient-ils pas et pour tous ? : après 1945, la sécurité sociale se voit reconnaître comme un droit à la protection sociale par le peuple. On quitte alors le terrain strict de l'assurance : la variété des prestations s'élargit, leur montant augmente (ainsi les pensions de retraite) et toute la population, qu'elle ait ou non une activité professionnelle, devient un ayant-droit (la généralisation complète de

la sécurité sociale est réalisée en janvier 78). Les dépenses suivent alors une toute autre logique que celle de leur financement par les cotisations sur les salaires.

Contradiction qui ne peut être tenue par la bourgeoisie impérialiste française que dans sa période de prospérité (1950-1973). Contradiction dont la résolution est un moyen essentiel du consensus populaire autour de la société impérialiste.

Mais voilà la crise. Les dépenses sont toujours propulsées par la même rampe de lancement : de 1972 à 1976, le taux d'accroissement des dépenses correspond à un doublement tous les 3 ans pour les dépenses vieillesse, et tous les 4 ans pour les dépenses maladie.

La masse des revenus sur lesquels reposent les cotisations ne suit pas : stagnation des salaires, chômage (1500000 chômeurs équivalent à 21 milliards de francs de cotisations perdues, alors que le déficit du régime général n'est que de 1 milliard en 1978 !)

Inutile d'aller chercher plus loin les raisons du déficit. Un déficit qui s'accumule et qui risque d'engloutir le système.

Quel barrage lui opposer ? Tel est le lancinant problème de Barre. Une première digue : l'augmentation des cotisations des patrons et des salariés. Les premiers hurlent à la compétitivité, les seconds n'en peuvent plus et sont de peu de rendement. Resterait le déplaçonnement des cotisations (les cotisations ne sont pas perçues au-delà d'un salaire plafond : les cadres paient donc proportionnellement moins que les ouvriers). Mais alors les cadres ne se tiennent plus : ils descendent dans la rue.

Ces digues étant inopérantes, la bourgeoisie se trouve contrainte à agir sur le déferlement des dépenses. Politique officiellement choisie depuis quelques mois et qui marque un véritable tournant.

Mais comment comprimer les dépenses ? Prenons les 2 caisses qui sont le plus déficitaires : la caisse vieillesse et la caisse maladie. Côté Vieillesse, peu de marge de manœuvre : l'âge de la retraite s'abaisse, la population française va vieillir. Il n'est pas exclu cependant que l'Etat limite le montant des retraites.

Côté Maladie, ce sont les hôpitaux qui constituent la moitié des dépenses. L'Etat y a commencé le ménage : licenciements des auxiliaires, réduction des lits, rotation plus rapide des malades. C'est surtout l'aspect « hospice » qui est le plus visé, à savoir ceux pour qui l'hôpital était une structure d'abri : les vieux, les immigrés, les gens seuls. La seconde étape consiste à normaliser les soins et par cela à s'attaquer à la toute puissance des médecins hospitaliers. Partie beaucoup plus délicate pour l'Etat.

Mais déjà l'hôpital a changé : renvoi rapide des malades chez eux, baisse de l'hospitalisation (et donc problème de la garde des malades au foyer) et pour le personnel non licencié des conditions de travail éprouvantes (en particulier généralisation du travail de nuit pour les femmes)

Restent les dépenses de médecine de ville, domaine par excellence, selon l'Etat, des « prestations de confort ». Domaine de la nouvelle convention médicale.

LA CONVENTION MEDICALE : quel enjeu ?

Elle prévoit deux choses :

1. Un double secteur :

- Secteur 1 : médecine pratiquant le tarif « sécu »
- Secteur 2 : médecine prenant les tarifs « libres », le remboursement restant sur la base du tarif « sécu ».

Alors : « médecine de riches, médecine de pauvres » ? Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Sera-t-on mieux soigné dans le secteur 2 parce qu'on paiera plus cher ? Messieurs de la CSMF qui agitez tant ce thème, vous nous aviez habitué à d'autres discours sur la médecine : et l'égalité devant la médecine, et la philosophie de Pasteur ? Ne serait-ce pas plutôt que les médecins vont proportionner les honoraires aux revenus de leurs clients ? Une vieille pratique à peine légalisée.

Certes le coût de la médecine de ville risque de s'élever, encore que ce ne soit nullement évident dans la conjoncture actuelle (vive concurrence entre médecins, faible capacité de payer de beaucoup de salariés). Mais là n'est pas l'axe fondamental de la politique gouvernementale car ils savent réduit l'effet dissuasif de l'augmentation des honoraires sur la consommation médicale. Un moyen plus efficace existe et qui vaut pour les 2 secteurs : c'est le deuxième aspect de la convention, celui qui est passé sous la table par nos vaillants défenseurs de la sécurité sociale parce que précisément il renforce de manière exorbitante les pouvoirs de cette institution !

2. Le renforcement du contrôle des caisses sur l'exercice de la médecine :

Cela veut dire :

- Ficher les médecins sur ordinateur (les profils médicaux). Gare à celui qui dépasse « la moyenne » notamment par les arrêts de travail : il risque le déconventionnement (les clients ne seront plus remboursés de la consultation) par la Sécurité Sociale.

- L'obligation pour le médecin de marquer le motif de l'arrêt de travail sur un volet spécial pour le médecin-flic de la Sécurité Sociale.

- Les pressions incessantes des caisses pour empêcher que les médecins défendent leurs malades dans les histoires d'accidents de travail, de pension...

Médecine de crise : celle où les médecins seraient réduits à négocier tristement leurs arrêts de travail, à compter leurs médicaments, à fermer leur porte aux gens venus souffler un moment. Certains médecins intimidés le font déjà : ce que la rumeur publique traduit par : « mon médecin a changé ». Il faut y ajouter le dispositif propre aux usines : contrôle des arrêts par des officines maisons, licenciements pour cause de maladie...

Voilà la vraie question, celle qui risque de bouleverser les gens dans leur vie sociale : plus moyen d'échapper à la pression de l'usine. Etre productif ou rejeté.

Voilà le double ennemi : cette institution anti-populaire, cet appareil bureaucratique de flicage, d'encadrement qu'est la Sécurité Sociale.

CONTRE LA SECURITE SOCIALE : quel combat ?

Efficacité de la démonstration syndicale : nulle. L'Etat approuve la convention la soir de la manif du 5 Juin.

Cette convention est maintenant signée et s'applique depuis le 6 juillet. Le CSMF a demandé aux médecins de ne pas répondre à la Sécurité Sociale sur leur choix entre les deux secteurs. Sursaut héroïque : la convention prévoit que les médecins qui n'auront pas répondu seront placés dans le secteur 1.

Contre cette convention, un seul combat possible : la bloquer sur le terrain. Or là, concrètement, tout va commencer à se jouer au niveau des médecins. Si les médecins se mettent au pas par peur du déconventionnement, il sera très difficile d'envisager une riposte populaire effective.

Un premier travail doit être fait auprès des médecins progressistes. Et il y a matière : pour eux, cette convention menace l'idée qu'ils pouvaient se faire de la médecine.

Ensuite, sur des cas de déconventionnement (mais il faut qu'il y en ait !), entreprendre une mobilisation populaire. L'expérience de nos camarades du GLS (Groupe Lut-te Santé) montre que cela est possible. A Sens, sur le cas du docteur Cloarec déconventionné pour refus d'observer les consignes de la Sécurité Sociale sur les arrêts de travail (clients : immigrés et femmes), le GLS a tenu des réunions publiques d'une centaine de personnes, envahi la Sécurité Sociale au cours d'une manifestation de 50 personnes ... Ceci sans implantation préalable et malgré le mutisme et l'hostilité des milieux médicaux et des forces parlementaires (1). C'était aussi son expérience contre l'officine patronale Sécurex.

Une force réunissant des gens du peuple et des mé-

decins progressistes peut faire barrage à l'application de cette convention. C'est donc aussi le travail des CPAC.

4 points ont été avancés en commun par le GLS et le CPAC :

- Les arrêts de travail sont légitimes. Il faut les faire respecter quelles que soient les pressions (Sécurité Sociale, patrons...)

- Répondre aux problèmes particuliers des femmes (avortement, double journée de travail)

- Se battre pour que les immigrés soient soignés à égalité avec les Français.

- Se préoccuper du sort des chômeurs : exiger le droit à la santé gratuite sans conditions pour ceux qui ne sont plus couverts par la Sécurité Sociale, un an après la fin de l'indemnisation du chômage.

Ils constituent l'axe des mobilisations sur des cas de déconventionnement. Dès maintenant une campagne de propagande a été entreprise sur les marchés, parallèlement à celle qui vise plus spécifiquement les médecins (réunion publique, affichage dans les cabinets, diffusion de la brochure...) Cette prise de position constitue, croyons-nous, un point de repère pour tous ceux qui veulent bloquer l'application de la convention.

(1) Cette expérience est racontée dans la brochure : « Médecine de crise, Sécurité anti-sociale, résistance populaire. La campagne de soutien au docteur Cloarec » - 5F. Commande à la BP du ML.

MARXISMES

L'USINE IMPERIALISTE (suite et fin)

Ces dernières années, un nouveau courant marxiste est apparu quant à l'analyse des rapports de production internes à l'usine. Son objet, c'est la levée ouvrière des années 70, la remise en cause de l'organisation capitaliste du travail et aussi la collusion révélée du syndicalisme avec l'ordre social bourgeois dans les grands épisodes de révolte ouvrière de ces années-là.

Ce n'est pas un courant unifié, il présente des thèses diverses, à des niveaux différents et d'intérêt inégal. Cependant le fond de l'argumentation est commun, la manière d'aborder l'analyse de l'usine impérialiste est la même.

Trois expressions de ce courant.

A la source, les théoriciens de l'autonomie Italienne, principalement Toni Negri (aujourd'hui encore emprisonné, bien qu'officiellement disculpé de l'accusation de complicité dans l'assassinat d'A. Moro. Ceci montre bien que l'objectif visé par la Démocratie Chrétienne et le P.C.I. est d'éliminer tout ce qui s'oppose au consensus bourgeois et de l'affubler de l'étiquette «terrorisme»). Ce sont les 1ers qui proposent une périodisation de l'histoire récente du capitalisme - son stade impérialiste - en termes de rupture des rapports sociaux de production. Ce qu'ils appellent la (re)composition de la classe.

A l'étape ouverte par les années 30 où domine la figure de l'ouvrier de masse - l'ouvrier déqualifié, mobile, des chaînes de production, sujet politique des révoltes des années 60 et 70, succède une période où l'ouvrier-masse se transforme en «ouvrier social», ouvrier dont la mobilité s'étend à l'extérieur de l'usine, ouvrier au travail précaire, au salaire incertain, financé en partie par les subsides de l'Etat, ouvrier rendu tellement mobile et détaché d'un rapport fixe au travail qu'il apparaît d'emblée «social», confronté à l'emprise de l'Etat non seulement sur son travail, mais aussi son revenu, son mode de vie.

Aux luttes ouvrières caractéristiques d'une étape, le capital oppose ainsi une nouvelle composition de la classe ouvrière. Recomposition technique car il s'agit d'un nouveau procès de travail, mais aussi politique car «la révolution politique des ouvriers n'est évitable que si le nouveau rapport de force (politique) est reconnu et si l'on fait fonctionner

la classe ouvrière au sein d'un mécanisme (du capital) qui transmet la lutte permanente autour du pouvoir en un facteur de dynamisation du système» (T. Negri «La classe ouvrière contre l'Etat» p 31).

L'Etat a pour fonction d'intérioriser l'autonomie politique apparue de la classe en une logique de valorisation du capital. Ainsi, Negri explique-t-il le taylorisme, le fordisme, plus généralement la crise de 1929, comme le «contre-coup des techniques répressives anti-ouvrières qui se répercutent sur la structure d'ensemble de l'Etat capitaliste, c'est 1917 devenu une phase à l'intérieur même du système capitaliste».

Negri met là l'accent sur l'ambivalence de la classe ouvrière dans le capitalisme; d'un côté «potentiel subversif», de l'autre «structure porteuse ou matrice du développement capitaliste lui-même». A l'expression ouvrière de son potentiel subversif, répond toujours la politique bourgeoise qui consiste à transformer cette force antagonique en facteur de régénération du capital. De là que les formes techniques d'organisation du travail, de distribution des revenus mais aussi de l'intégration de la classe à l'Etat par les voies institutionnelles du plan s'expliquent fondamentalement par la politique.

On retrouve ce même thème traité par Benjamin Coriat, la perspective politique explicite en moins, dans «L'atelier et le chronomètre». B. Coriat fait une analyse minutieuse et documentée de la transformation des rapports de travail en distinguant les trois étapes désormais classiques: la manufacture et l'ouvrier de métier, la production de masse et la mise en place du taylorisme et du fordisme, c'est-à-dire «l'ouvrier-masse multinational», enfin la crise de ce système de travail révélé par le «refus de travail» du prolétariat fondamental français et immigré des années 60-70, et la nouvelle politique du capital y faisant face: recomposition des tâches, revalorisation du travail manuel.

B. Coriat montre, tout au long de son livre, en quoi les formes d'organisation du travail sont non seulement dirigées par l'impératif de productivité mais aussi, et pour cela, sont autant de tentatives patronales de circonscrire la révolte ouvrière. C'est vrai de la mise en place du contrôle des temps et de la chaîne de production, que viennent cas-

ser les points d'appui de la résistance ouvrière, c'est-à-dire la maîtrise relative, par l'ouvrier de métier, de son temps et de sa technique. C'est vrai aussi des réformes de la mensuralisation (1971), de la refonte du système des classifications (la métallurgie en 1973), du processus de recomposition des tâches, venant en réponse de la grande poussée unitaire de classe des O.S., notamment à Renault entre 70 et 73. Ces réformes ont pour fonction de diviser cette poussée en «intégrant» certaines fractions d'O.S. et en proposant, pour les autres, de nouveaux modes de différenciation, «susceptibles d'offrir moins de prise à la contestation» (par exemple le diplôme qui charrie lui-même des divisions liées à la position sociale, au sexe, à la nationalité...). Par ailleurs, cette poussée, élevant les salaires, affectant le degré nécessaire de mobilité ouvrière, dresse des obstacles à la valorisation du capital, obstacles qui doivent être contournés. Ainsi, une partie de la classe ouvrière, mais aussi des employés, se trouve déstabilisée, précarisée et mise hors champ des conventions collectives. Une nouvelle démarcation, ouvrier «stabilisé» / ouvrier «déstabilisé» vient se superposer à l'ancienne: ouvrier professionnel / ouvrier de chaîne.

Mais déjà un nouveau cycle de réponse ouvrière s'amorce: comités de chômeurs, mouvements de vacataires, grève des loyers (Sonacotra)...

Enfin signalons le courant R. Boyer, A. Lipietz et l'équipe du CEPREMAP (centre de recherche qui a produit une volumineuse étude sur l'histoire «quantitative» du capitalisme français «Approches de l'inflation: l'exemple français»). Ce courant périodise le développement du capitalisme par une série de grandes crises appelées crises de régulation, appliquant à la France les thèses développées par M. Aghetta à propos des U.S.A. («Régulation et crises du capitalisme»).

Il présente l'image des grandes séquences du capitalisme caractérisées par un certain type d'accumulation du capital, lui-même induit par une certaine organisation institutionnelle appelée régulation des grandes structures (rapport salarial, concurrence des capitaux, organisation Etatique, insertion dans la division internationale du travail). La grande crise vient de ce que la dynamique de la régulation mise en place au début de la séquence accumule des éléments qui, à un moment particulier, rendent inefficaces cette régulation. Ainsi, une régulation dite monopoliste s'instaure dans les années 30 (et très récemment en France) sur la base de la faillite de la régulation concurrentielle. Depuis 1974, la régulation monopoliste entre à son tour en crise.

Le noeud de leur périodisation, ce sont les rapports sociaux qui s'établissent dans et autour de l'usine. Et on y retrouve le même type d'analyse: la crise est crise des rapports sociaux, l'issue pour le capital est d'intégrer les revendications ouvrières à sa logique et d'y trouver une base qualitative porteuse d'une nouvelle séquence de son développement. Après 1930, cette rupture est marquée par l'intégration des syndicats à la logique du capital, d'où émerge un rapport salarial nouveau: conventions collectives, croissance planifiée du salaire, extension du salaire indirect... La crise actuelle exprime les limites du rôle stabilisateur joué par ce rapport depuis 1945.

Dans ces trois courants d'analyse, quelques constantes:

-- L'usine, les rapports sociaux qui s'y nouent sont considérés comme centraux dans l'analyse périodisée du capitalisme.

-- Le stade impérialiste, monopoliste, est assigné à la capacité pour la bourgeoisie de retourner l'antagonisme qui l'oppose à la classe ouvrière en un nouveau mode d'organisation et de valorisation du capital. Difficile à ce niveau d'éluder le rôle du syndicalisme dans cette intégration de la classe ouvrière et dans sa recomposition bourgeoise. Le constat est fait, plus ou moins assumé d'ailleurs, car sauf pour les autonomes Italiens, nos auteurs restent des anti-syndicalistes non déclarés ou des syndicalistes patentés.

A partir de ces constantes, quelques questions:

Nous considérons évidemment comme positif ce nouvel intérêt à l'analyse marxiste de la transformation des rapports de production, compte tenu de leur importance dans l'intelligence politique de l'état actuel de la classe ouvrière.

Nous serons aussi d'accord pour considérer l'organisation bourgeoise des rapports de production comme un fait politique, une résultante de la lutte des classes. Cette organisation peut se lire comme autant de réponses datées historiquement de la bourgeoisie aux révoltes ouvrières. Encore que déjà à ce niveau, les auteurs développent un cadre fort étroit pour comprendre l'évolution des formes d'exploitation.

D'une part l'analyse est ouvrieriste, limitée à la contradiction ouvriers/patrons. L'usine emplit la société civile où rien n'en est que le pur décalage (on y «reproduit les conditions de la production»), la dimension du peuple est fortement gommée y compris en ce qu'elle définit des forces sociales internes à la classe ouvrière tels les jeunes, les femmes, les immigrés... (la classe ouvrière n'est pas uniquement composée par l'usine, elle a une origine sociale qui est celle du peuple), la contradiction Etat/ouvriers est chez Negri substituée à celle de bourgeoisie/prolétariat... Bref tout ce qui concerne les rapports usine/société civile, classe ouvrière/peuple est singulièrement appauvri.

D'autre part, l'impérialisme en tant que tel n'est pas introduit dans l'analyse. Or, l'exploitation d'autres peuples, l'existence des surprofits impérialistes sont un élément important de la souplesse du jeu possible de la bourgeoisie face à la révolte ouvrière. Les auteurs y font référence avec l'immigration encore que, même chez Coriat, cet aspect est surtout développé dans sa période récente. Mais par contre ce en quoi l'impérialisme permet de financer la politique d'intégration, de division de la classe ouvrière est totalement absent. Et par là, le poids de l'héritage colonial dans l'acceptation par la classe ouvrière de son intégration relative. Mais il est vrai que l'analyse ne se place pas du point de vue de l'histoire politique de la classe.

Arrivés à ce point, une grande question nous interroge et nous amène à combattre ces thèses: finalement, où est la classe ouvrière dans tout cela ?

Si nous sommes en présence de cette mécanique bien huilée où la révolte ouvrière immanquablement s'engouffre dans la régénération du capital, où est la classe, au sens marxiste du moins ?

Dans la révolte ? Non puisqu'elle se dissout dans la revalorisation du capital. Où est donc son autonomie prise du point de vue de l'histoire ? Où est-elle comme sujet actif de l'histoire, quand et comment ?

En limitant la manifestation de la classe à ses révoltes, ces analyses la font tout simplement disparaître, prises qu'elles sont entre le soutien aux révoltes - leur terrain nourricier - et l'affligeant constat que celles-ci redonnent jeunesse au capital.

B. Edelmans qui suit dans son livre sur le droit du travail («La légalisation de la classe ouvrière») la même logique d'analyse, en vient à cette extrémité: «la classe ouvrière n'a jamais politiquement existé. Elle a fait quelquefois, en personne, irruption dans l'histoire - la Commune, Octobre 1917 ou Mai 1968. Mais elle n'a jamais existé».

Une autre variante est également présentée par A. Gorz dans son dernier livre «Adieux au prolétariat».

Caméléon pittoresque du paysage sarro-marxien, proposé aux modes sous le nom de M. Bousquet au Nouvel-Observateur, A. Gorz nous était jusqu'ici connu pour son dernier titre de gloire: avoir proposé en 1964 dans «Stratégie ouvrière et néo-capitalisme» la politique dite de «réformes des structures», marche par paliers successifs vers le socialisme qui, à chaque étape, renforce le pouvoir des ouvriers face à celui des patrons. Dans ses adieux «nouvelle formule» à la révolution, Gorz soutient cette fois que le prolétariat n'existe plus. En effet, le capitalisme a tellement décomposé, parcellisé, bétifié le travail que celui-ci dissout la classe elle-même, n'est plus la source ni de son être, ni

de sa conscience. Il n'y a plus qu'un ensemble dispersé (non-classe) de salariés caractérisés par leur refus du travail (non-travailleurs) et qui n'ont plus qu'à reprendre «chacun le pouvoir sur sa propre vie en la soustrayant à la rationalité productiviste et marchande». La lutte politique se réduisant à protéger et élargir ces «espaces de liberté» contre l'ordre productiviste envahissant toute la vie sociale.

Cette nostalgie increvable de la vie impérialiste, de sa nature fondamentalement parasitaire ne nous intéresse ici que dans la mesure où son point de départ - «l'inexistence du prolétariat» - est justifié par une analyse menée exclusivement en termes de rapports de production. La grande contradiction motrice pour Gorz et d'autres d'ailleurs, c'est que les rapports de production avancent sur le «mouvement ouvrier traditionnel». Gorz les laisse galoper et enterre le «mouvement ouvrier», d'autres au contraire pensent à faire donner leur cravache sur celui-ci.

Ces conclusions sur l'inexistence de la classe s'imposent d'elles-mêmes dès lors qu'on s'échine à ne vouloir rendre compte de la classe qu'au travers des rapports de production.

A ce niveau - et ceci est particulier au capitalisme - la logique de la classe dominante y est toujours la plus forte: ou l'exploitation, l'accumulation du capital l'emporte, ou le capital n'existe pas. Il n'y a pas de moyen terme. L'initiative en matière de rapports de production finit toujours dans les mains de la bourgeoisie, même quand elle s'alimente de la révolte ouvrière.

Scruter l'autonomie ouvrière dans le seul rapport capital/travail, c'est se condamner à magnifier la désespérante inventivité de la bourgeoisie et à ne voir dans la classe ouvrière que la colère triste du chien battu.

Dos au mur, nos auteurs qui ne peuvent renoncer, sauf Gorz, à une positivité historique de la classe ouvrière, se ménagent une voie de dégagement. Celle de la dissidence.

Ainsi, dans un livre consacré à la manière dont la bourgeoisie mobilise au travail la classe ouvrière («La mobilisation générale» Ed. du Champ Urbain), J.P. de Gaudemar ne voit d'échappée à l'incontournable logique économique d'intégration de la classe par le capital que la fuite. La forme suprême de la résistance ouvrière, c'est la désertion. Déserteurs que les vagabonds du 19^{ème} siècle, que le refus des grosses machines qui supposent l'enfermement dans l'usine et l'abandon du travail à domicile: l'usine comme figure centrale du mode capitaliste de travail et de vie est combattue. Puis du début de ce siècle jusqu'en 1960, l'usine est acceptée et seulement combattue de l'intérieur. Période de l'intégration. Et depuis peu, à nouveau l'usine est reniée: refus du travail, contestation de l'usine mais aussi de ses supports: l'école, la famille...

On retrouve là les thèses de Negri qui alimentent ce courant: la force de la classe, sa capacité de rompre l'emprise sans cesse renouvelée du capital, c'est la subjectivité du communisme. Contre l'usine forteresse, la classe affirme ses «besoins communistes», ses propres valeurs, sa créativité: refus du travail, de la discipline d'usine, expression des besoins immédiats contre la société marchande, critique radicale de l'Etat...

Dans cette manifestation des besoins communistes, la résistance ouvrière s'évade du développement du capital, elle acquiert son autonomie, sa force historique. Par la rupture radicale qu'elle introduit, elle cesse d'être un élément de la recomposition du capital.

Contre les divers tenants de la société actuelle, bourgeois classiques ou bourgeois révisionnistes, qui tentent de faire passer les grands fondements de cette société par un horizon indépassable, Negri affirme qu'il y a une logique ouvrière de son dépassement radical: l'aspiration au communisme, à la suppression des classes, à l'égalité des individus, à l'appropriation des valeurs selon le principe «à chacun selon ses besoins». Rappel utile que la révolte des exploités porte le communisme.

Bien, mais a-t-on pour autant une politique ? C'est-à-dire le communisme non pas comme fuite, comme désertion

proposée à laquelle on invite à rallier, mais comme combat réel, trouvant autour de médiations particulières, l'unité de la classe mais aussi du peuple capable de faire basculer la société impérialiste.

Refus du travail, de l'usine; expressions de la révolte certes, mais société irréalisable non seulement objectivement (la société communiste ne peut fonctionner comme type social répondant à la crise de la société Italienne maintenant) mais aussi subjectivement: qui peut croire que les mots d'ordre communistes puissent être les vecteurs des batailles politiques actuelles.

Il y a au contraire tout un travail politique à faire pour que l'idéologie communiste ne soit pas seulement l'étendard confus et abstrait des révoltes. Mais pour qu'elle anime des mots d'ordre, qu'elle fixe des cibles à la mesure des situations concrètes et des forces révolutionnaires réelles.

La conscience, ce n'est pas tant l'aspiration à des «besoins communistes» qu'un point de vue, une connaissance du chemin concret par lequel les ouvriers peuvent constituer leur force de classe. Ce n'est pas tant l'objectif idéologique général que la façon dont il peut vivre aujourd'hui dans une situation concrète et y souder une unité combattante de la classe.

Or de ce point de vue, si la critique du travail, de l'usine, traduit un refus, voire un désir de sécession, de marginalisation sociale, est-elle pour autant le signe d'une conscience communiste, c'est-à-dire pour un marxiste, d'une politique révolutionnaire ?

Non et d'ailleurs, dans un de ses derniers textes (préface écrite en prison à la réédition d'un de ses écrits «La domination et le sabotage» qui figure dans son dossier d'inculpation - Usines et ouvriers p 161), Negri semble le reconnaître quand il écrit que le soutien à «l'autovalorisation de la classe», c'est-à-dire tout ce qui dans les aspirations révoltées de la classe la sépare radicalement du capital et du réformisme, ne règle pas tout. «L'innovation programmatique au sein de la composition de classe n'a aucun sens - et dans ce domaine trop d'erreurs ont été commises par nous tous - si elle ne se mesure pas de façon précise et féconde au problème de la guerre» (la définition qu'il donne de la guerre - rapport de forces, tactique et stratégie entre les classes - est en fait celle de la politique). C'est reconnaître que «l'autovalorisation ouvrière» n'est pas une politique, une «méthode de transformation sociale» sur laquelle Negri est muet, au mieux totalement abstrait.

Réduire la politique du communisme à l'abstraction d'un vécu idéologique évacue les contradictions réelle et le travail sur elles. Contradiction entre les besoins communistes et la possibilité de leur réalisation, entre les différentes fractions de la classe ouvrière dans leur rapport à la question de l'égalisation des conditions de travail et de vie, entre les ouvriers et les paysans... toutes ces contradictions réelles et bien d'autres ne sont pas traitées.

Deux effets en résultent. Le premier est que les mots d'ordre idéologiques dits communistes n'étant pas mesurés à leur possibilité révolutionnaire effective, peuvent parfaitement être de nature réactionnaire. Ainsi du refus du travail que célèbre aussi Gorz. Ainsi du sabotage qui «en tant qu'autovalorisation n'est certes pas une loi qui cesse avec la dictature communiste que nous mettrons sur pied» (Negri «Usine et ouvriers» p 149).

Le deuxième effet est que, comme expression d'une dissidence, ces refus, ces révoltes, cette autovalorisation sont souvent aussi refus de l'engagement, de la ténacité, de la rigueur politiques, c'est-à-dire d'une liaison politique aux masses travaillant à accumuler, en leur sein, les éléments d'une rupture de classe.

L'introduction de la subjectivité communiste cassant l'infamale logique d'intégration des révoltes ouvrières par le capital, dissimule en fait la négation du travail politique communiste. Nouvelle contradiction: comment tenir un communisme idéologique, par nature impatient, dans la longue patience du travail politique ? Comment résoudre cette

contradiction entre ce qui est à venir et ce qui est, sinon dans le travail de Parti ? Quelle autre définition donner du parti que de rendre possible la pensée et la maîtrise de cette contradiction ? De cela nulle trace chez Negri: la subjectivité du communisme remplace celle du communiste.

CONCLUSION.

On ne peut rendre compte de l'usine impérialiste sans en faire l'analyse politique, sans entreprendre l'histoire politique des rapports de la classe à l'usine. Quel est le rapport de connaissance à leur division par le travail qu'ont les ouvriers, sur quoi se jouent du point de vue des mots d'ordre, des batailles, les enjeux de leur constitution en force de classe, quelle est l'histoire des formes de conscience à l'égard du syndicalisme et des partis bourgeois ? C'est de cela dont il faut parler.

Or cela reste absent des analyses citées. En réalité, il

n'y a pas, chez elles, d'autre point de vue que l'analyse sociale de l'usine: il y a les ouvriers stables et les stabilisés, ceux qui sont intégrés à la hiérarchie capitaliste du travail et les exclus.

Même chez Negri, le recours abondant à la subjectivité ouvrière ne dissipe pas cette impression mais la renforce: elle y est donnée objective, reflet révolté du capital et nullement conscience historique et politique. Même le langage s'y met: on ne parle que le l'(auto)valorisation ouvrière, de composition de classe... comme si la politique révolutionnaire était engluée dans les schémas mécaniques du capital.

Cette analyse sociale asseoit cependant un point de vue «politique»: la dissidence, la fuite de l'usine avec comme base sociale le corps nombreux des précarisés, des marginalisés et comme idéologie les «besoins communistes».

ORGANISATIONS

C'est le moment de faire les choses par soi-mêmes

Une composante de notre travail sur les usines est de prendre directement appui sur le marxisme, sur la confiance dans le marxisme comme arme actuelle de la classe. Pourquoi est-ce une force ? Parce que le marxisme, sur les usines, est absent. Le P.C.F. garde son faux marxisme pour les universitaires. Les ouvriers n'ont droit qu'à la carotte «revendicative» et au bâton social-fasciste. Les groupuscules leur emboîtent le pas sur ce point.

L'expérience montre qu'aujourd'hui, si elle est appuyée sur une solide liaison de masse, la pratique des écoles ouvrières est tout à fait à l'ordre du jour. Il faut retrouver l'excellent style des années 75-76, qui a été, à travers les écoles, à l'origine de plusieurs noyaux. Dans la phase actuelle, qui est de résistance et de bilan, faire du marxisme un thème de masse est un des chemins de l'organisation de l'avant-garde.

Voici un texte d'usine inspiré par cette perspective.

A l'usine, l'ouvrier est exploité. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que le patron vole la force de l'ouvrier, vole son travail, et toutes les richesses qui existent viennent de ce vol.

Comment se passe ce vol ?

Les ouvriers fabriquent par exemple des voitures. Mais les voitures ne sont pas à eux. Elles sont au patron. Le patron a un capital, c'est-à-dire l'usine et les machines. L'ouvrier n'a rien, que lui-même. Le patron achète donc la force de l'ouvrier contre un salaire. Mais le salaire, ce n'est pas le prix des voitures, c'est le prix de la force de travail, c'est-à-dire l'argent nécessaire pour que l'ouvrier puisse manger, se reposer, nourrir ses enfants etc... bref, revenir travailler chaque jour. La différence entre le prix des voitures et le salaire, c'est pour le patron, c'est avec cela qu'il peut faire de nouvelles usines, mais aussi, payer ses chefs, ses cadres, donner de l'argent à l'Etat pour faire marcher tout le système. C'est cela le système capitaliste. On peut dire aussi : l'ouvrier fabrique par son travail une richesse, et cette richesse ne lui appartient pas à lui, l'ouvrier ; cette richesse appartient aux capitalistes qui s'en servent pour continuer leur système. Quand l'ouvrier aura fini sa vie, il n'aura rien de plus qu'au début, sauf qu'il aura perdu ses forces et sa santé à fabriquer toutes ces richesses.

Tout cela a été expliqué depuis longtemps. Par qui ? Par le premier dirigeant politique des ouvriers, Marx. Marx a expliqué le système capitaliste. Il a aussi expliqué pourquoi le système capitaliste ne peut pas durer, et produit des crises et des guerres de plus en plus graves. Il a aussi expliqué que seuls les ouvriers sont capables d'organiser un autre système de travail, un système où il n'y a plus d'exploitation, plus de différence entre ceux qui travaillent avec leurs mains et ceux qui travaillent avec leur tête, etc... C'est le communisme.

A partir de là, il y a eu des partis politiques des ouvriers pour renverser le capitalisme. Il y a eu des révolutions dirigées par ces partis, en Russie, en Chine. Le communisme, il n'existe encore nulle part, et même, en Russie c'est de nouveau le capitalisme. Mais les ouvriers ont avancé, ils ont eu plus d'expérience, ils ont appris par exemple comment, quand on a renversé les capitalistes, il y a encore une grande lutte à mener contre ceux qui veulent faire un nouveau capitalisme; ils ont eu dans cette lutte de nouveaux dirigeants, comme Mao Tsé Toung.

MAIS ICI, EN FRANCE, DANS LES USINES, on ne sait rien de tout cela. Même pas le début, même pas les idées de Marx. Bien sûr, au fond de lui-même, chaque ouvrier sait qu'il est volé par le patron. Mais on peut dire aussi qu'

il ne le sait pas du tout, il croit tout ce que raconte le patron et il pense que c'est normal. Pourquoi est-ce comme cela ? Parce que la seule organisation qui existe à l'usine, à part le patron et ses chefs, c'est le syndicat (sauf que maintenant, bien sûr, il y en a une troisième, c'est nous, les noyaux maoïstes, qui commençons).

Le syndicat n'est pas marxiste. Est-ce que le syndicat parle de l'exploitation capitaliste ? Non, jamais. Pourquoi ? Parce qu'il est d'accord avec ce système.

Par exemple: un ouvrier est souvent en maladie, et le patron veut le licencier. Ses camarades disent: il ne doit pas être licencié. Nous maoïstes, on dit aussi: il ne doit pas être licencié. Même s'il a passé toute l'année en maladie, ce n'est pas grand-chose à côté de ce que le patron a volé sur son dos depuis qu'il travaille. Mais le syndicat dit: d'accord, il ne devrait pas être licencié, mais en même temps c'est de sa faute, il exagère, il est trop souvent malade.

POURQUOI LES SYNDICATS, QUI SONT POUR LE CAPITALISME, SONT LA SEULE ORGANISATION QUI EXISTAIT DANS LES USINES DEPUIS PLUS DE 50 ANS ?

Cela aussi, on peut le comprendre. C'est parce que la France, en plus d'être un pays capitaliste, est un pays impérialiste; cela veut dire, elle tire sa richesse des ouvriers et en plus elle vole d'autres pays, comme les pays d'Afrique. Alors les syndicats représentaient les ouvriers qui disaient: d'accord pour l'exploitation à l'usine, mais donnez-nous un morceau de ce que vous volez chez les autres. Et maintenant, comme c'est la crise du système capitaliste dans le monde entier, les patrons ont moins de miettes à donner, et ils envoient promener les syndicats. Alors, les syndicats disent: d'accord pour l'exploitation, d'accord pour que le patron vole l'ouvrier, même, on veut bien l'aider, mais il faut que le patron donne leur part au moins aux syndicats. Sinon, nous les syndicats, on prendra un jour la place des patrons et c'est nous qui nous remplirons les poches: cela, c'est le programme de la C.G.T. et du P.C.F. Et le syndicat vient pleurer chez les ouvriers pour que les ouvriers lui donnent un coup de main.

Avec le syndicat, les ouvriers ont pris l'habitude de toujours marcher derrière, de tendre la main comme des mendiants et de ne jamais poser de questions. On a besoin de quelque chose, bon, on va chez le chef, il y a un délégué avec, on demande, il ne veut pas, on retourne à l'atelier, on arrête le travail ou pas, cela dépend des fois et puis c'est fini. La prochaine fois on recommence. Et comme cela c'est toujours pareil, il n'y a rien qui change sauf que comme c'est la crise, le patron est plus dur et le plus souvent il ne veut rien lâcher.

NOUS, LES OUVRIERS MAOÏSTES DU NOYAU, ON VEUT DU NOUVEAU.

On ne veut pas rester comme cela. On n'existe pas depuis longtemps, mais on est la troisième force qui commence à s'organiser. On en a marre de toujours suivre derrière. On dit: cela ne va pas de toujours aller tendre la main et revenir à sa place. Ce qu'on doit changer, c'est nous-mêmes. Premièrement, on doit être capables de comprendre les choses nous-mêmes, de connaître tout ce qui se passe et comment cela marche. C'est pour cela qu'on fait une école où on étudie Marx, les paroles des autres dirigeants marxistes, et on étudie le monde d'aujourd'hui. Si on pense bien entre nous, on peut faire des choses.

Deuxièmement, on doit faire les choses nous-mêmes, du début à la fin. Si quelque chose se passe dans l'usine, on doit décider: est-ce qu'on veut résister contre ? Est-ce qu'on se décide à tenir contre cette chose là ? à ne pas l'accepter ? Si c'est oui, alors il faut décider: pour résister, comment on va faire ? Quels moyens on va employer ? Si c'est non, si on trouve qu'on n'est pas capables, qu'on n'a pas les forces de résister cette fois-ci, alors on ne le fait pas, mais on décide: qu'est-ce qu'on fait pour avoir les forces la prochaine fois ?

Ou bien on peut agir contre le patron. Ou bien non, et cela veut dire qu'on doit travailler sur nous-mêmes. Il y a toujours ces deux choses.

Décider tout cela et le faire, c'est le travail d'une vraie organisation des ouvriers dans l'usine, du Parti que nous voulons construire.

C'est nécessaire pour l'usine. Et c'est aussi nécessaire en général pour la France et le monde comme ils sont aujourd'hui.

C'est comme disait un écrivain marxiste en 1930:

«N'aie pas peur de poser des questions, camarade !
Ne te fie à rien de ce qu'on te dit,
Vois par toi-même !
Ce que tu ne sais pas par toi-même,
Tu ne le sais pas.
Vérifie l'addition,
C'est toi qui la paies.
Pose le doigt sur chaque somme,
Demande: que vient-elle faire ici ?
Car tu dois diriger le monde ».

C'est cela qu'il faut comprendre maintenant. Nous espérons que des camarades de Z. vont rejoindre le noyau, et commencer aussi le noyau avec nous.

L'U.C.F.M.L. - noyau ouvrier maoïste.
le 11 Avril 1980.

FEUILLE FOUDRE

REVUE DU GROUPE FOUDRE
GROUPE MAOÏSTE D'INTERVENTION DANS L'ART ET LA CULTURE
NOUVELLE SÉRIE N° 6
SECOND SEMESTRE 1980

◊ retour culturel et mise en scène :
MOLIERE analysé par VITEZ, don
giovanni ◊ de la guerre au cinéma :
APOCALYPSE NOW ◊ cinéma
allemand : la femme d'en face, le
tambour ◊ progressismes : TORRE
BELA, LE CHEMIN PERDU



◊ la question d'un art marxiste :
L'ECHARPE ROUGE alain badiou
L'ECOLE DE MAI denis lévy

La FEUILLE FOUDRE Numéro 6
est parue.

On peut se la procurer en écrivant
à l'adresse suivante:

«Feuille FOUDRE - BP 125
75 463 Paris Cedex 10».

Franco 10F

Abonnements: 4 numéros
40F (sous pli fermé: 50F)-

Abonnements de soutien:
100F et plus.

Interview du groupe Foudre

Question: Qu'est-ce qu'il y a d'intéressant en ce moment dans le cinéma ?

De: Ce qu'on a appelé le RETOUR CULTUREL se poursuit. Il n'y a pas grand chose de nouveau qui se mette en place. On ne peut parler par exemple de courant, au sens où nous l'entendions pour les films sexo-fascistes ou révisionnistes. Tout au plus peut-on repérer quelques tendances nouvelles.

E: Il n'y a pas de film posant vraiment des questions nouvelles, qui divisent le Groupe. L'intérêt qu'on porte aux films est assez personnel. Ceux qui créent la discussion sont rares, parmi eux surtout des reprises.

L: Qu'est-ce qui nous a intéressé dans la dernière période ? Simone Barbès, Le chemin perdu (P. Moraz), Lola Montes. On est vite tombé d'accord que c'étaient de bons films, progressistes selon nos critères.

X: Dans Simone Barbès par exemple, on nous montre qu'une figure du peuple peut être capable, dans la merde de la société impérialiste, de rester elle-même et encore plus, de manier les contradictions homme/femme de manière non antagoniste, de diriger là-dessus. C'est un film optimiste, on peut lui appliquer les critères du progressisme: pas directement à l'égard de la politique, mais à l'égard de la contradiction homme/femme.

L: Même chose pour Le chemin perdu. Ce sont des films optimistes. Cela donne à ces films un éclat dans une conjoncture cinématographique plutôt terne. Ces films ouvrent une brèche dans le pessimisme et l'absence d'issue qui caractérisait les films intimistes français ou Suisse de la période précédente.

Ceci étant, notre travail critique, nous ne l'avons pas conçu comme des jugements au coup par coup sur les films. C'était l'ANALYSE DES COURANTS qui nous intéressait, qui nous permettait une véritable analyse de conjoncture dans la production de films, qui fixait les cibles que nous attaquions et ce que nous défendions. Le massif «retour culturel» depuis la fin de 78 se prolonge. Il ne s'est pas à notre avis divisé. Nous n'avons plus la même subjectivité à l'égard du cinéma. Ce qui est nouveau, c'est peut-être la question de l'art marxiste, qui est la possibilité embryonnaire d'occuper une place propre au sein du retour culturel, on y reviendra.

Q: Et le théâtre ?

L: Il n'y a pas de différence théâtre/cinéma. Le retour culturel joue pour les deux. Mais le théâtre est un analyseur, dans la mesure où il y a MISE EN SCENE des oeuvres passées. C'est la mise en scène qui fait un BILAN de l'oeuvre passée et qui contient les éléments de modernité et donc éventuellement un point de vue sur le retour culturel.

E: C'est ainsi qu'on s'est intéressé aux mises en scènes du Misanthrope, de Tartuffe, de l'Ecole des femmes et de Don Juan de Molière par A. Vitez. Il y a un article là-dessus dans la feuille foudre qui sort prochainement. En résumé, il est clair que Vitez met en scène l'ACTUALITE de Molière: contexte de crise, etc... Ainsi dans Molière, à travers certaines figures, sont débattues de grands problèmes qui ont valeur d'actualité. D'autre part, la mise en scène fonctionne par rapport aux mises en scènes classiques dont elle respecte apparemment le cadre. Cela nous a fait réfléchir sur la mise en scène comme art. Avant de les voir, on pensait que c'était révisionniste (Vitez était encore au P.C.F.).

Q: Est-ce que cela l'est ?

E: Non, il y a quelques éléments, des prises de position assez claires qui le sont sans doute. Mais cela ne fait pas partie du courant révisionniste.

L: On savait d'ailleurs que le courant révisionniste, c'était fini. Ce que Vitez dit n'est pas tout à fait notre point de vue, cela c'est vrai. Mais enfin, c'est assez éblouissant !

X: On a à l'évidence affaire à de l'art. Ce qui n'est pas évident pour le cinéma !

Q: Et la musique ?

G: Il y a eu une commission musique, quelques camarades du G.F. et des camarades du pôle, dont certains musiciens. Nous avons travaillé sur Bach puis sur le jazz que nous avons analysé en terme de courant et par rapport à la question: «Que faire comme musique en France aujourd'hui?». On est intervenu là-dessus.

Q: Intervention ? C'est-à-dire ?

G: Cela concernait deux concerts de jazz à Paris: Ron Blake et l'Art ensemble de Chicago. Ron Blake, on est allé l'écouter et on lui a posé des questions. Il nous a répondu des U.S.A. L'Art Ensemble, là on a diffusé un tract au concert qui se demandait: Quelle musique faire aujourd'hui ? Il y a eu des débats. On a interviewé Lester Bowie de l'AEC qu'on publiera dans la prochaine feuille, et on a fait signer notre pétition contre les lois racistes par les musiciens.

L: En fait, on était bien conscient que la musique faisait conjoncture: concerts de masse, retour à Bach, à Malher. Il fallait se donner le temps d'un travail sur le difficile problème du contenu et du sujet de la musique. C'est ce qui s'est fait dans la commission, en commençant par Bach. Dans le jazz, ce qui nous intéressait aussi, c'était la question de l'antiracisme.

X: Tout le G.F. prend la question de la musique en main, maintenant.

G: On s'intéresse aussi à la pop, à Lavilliers, au Reggae. C'est une étape de bilan, nous avons différé les questions de contenu, de sujet, etc... pour une enquête plus longue: qu'est-ce qui nous plaît, pourquoi ? La pop, le jazz, est-ce de l'art ?

Q: En effet, mais puisqu'on en est là, pour vous qu'est-ce que l'art ? Et lorsque vous parlez à propos du film «L'école de Mai» et du romanopéra «L'écharpe Rouge» d'A. Badiou, d'ART MARXISTE, qu'entendez-vous par là ?

L: Nous avons dit: le G.F. est un groupe d'intervention dans «l'art ET la culture». Il y a donc une différence. On ne s'était pas vraiment interrogé là-dessus. Par exemple, le jazz est-il un art ? On pourrait avancer des idées: «l'art n'est-il pas ce qui innove complètement du point de vue formel ? » Le jazz rompt-il avec le système tonal par exemple ? Ces questions ne se déduisaient pas directement de notre analyse en thème de courant. Le courant, au cinéma par exemple est défini par le SUJET. Sur la question de l'art marxiste, il est clair qu'il ne peut se définir à partir de la question du sujet.

Il faut bien voir que ces deux oeuvres («L'Ecole de Mai» et «L'écharpe Rouge»), nous aussi nous ont surprises. Elles présentent une nouveauté brute. Certains ont pu dire, y compris chez les maoïstes: ce n'est pas de l'art, c'est de la politique. Les critères du progressisme que nous avions dégagé à partir de notre analyse de la conjoncture en terme de courant ne permettaient pas d'aborder ces questions.

Parler d'art marxiste à propos de ces deux oeuvres, c'est d'abord une formule défi.

Q: Oui, mais pourquoi marxiste, cet art ? Art marxiste s'oppose à quoi ?

L: Il s'oppose d'abord à sa non-reconnaissance !

X: C'est nous qui le désignons comme cela, pas l'ennemi. Ce n'est pas un art de réaction. Art marxiste, ce n'est pas non plus une formule de classement, lui d'un côté, le reste

étant réactionnaire, cela désigne des oeuvres qui nous paraissent la seule poussée vraiment nouvelle dans la production artistique actuelle.

L: Il y a une différence avec les activités du G.F. avant. Avant, le G.F. était en réaction par rapport aux courants réactionnaires et cherchait à diviser le reste et à dégager et soutenir les oeuvres progressistes. Ceci reste valable, il y a et il y aura des oeuvres progressistes. Mais il y a maintenant des oeuvres qui ont une puissance formelle telle qu'on ne peut les assimiler simplement au progressisme.

Avec l'art marxiste, plus précisément nous disons: «art marxiste de notre temps», on n'aura pas un courant. CE SERA UNE ECOLE DU RIEN.

Ces oeuvres n'innovent pas au niveau du sujet: représenter le peuple par exemple, mais elles ont une capacité de refonte au niveau des formes et des genres (romanopéra pour «L'Echarpe Rouge») qui peut faire époque et sommer les artistes de réagir par rapport à cela.

Q: Le rôle du groupe FOUDRE dans cette affaire ?

L: On ne veut pas être un groupe de création et on ne veut pas être un groupe de critique au jour le jour. Répondre à ta question, c'est répondre à «quel rapport aux artistes on veut avoir». On ne veut pas prescrire des sujets ou des formes, mais être un temps politique dont nous pensons et certains créateurs avec nous qu'il est intéressant.

G: Tout ceci en est à son début. Ce qui est clair c'est que notre rapport à l'art marxiste ne peut être du même type que nos REACTIONS par rapports aux courants entiers. Nous devons en être, avec nos tâches propres. Et pour commencer, c'est au sein du G.F. que s'est dégagée la notion d'art marxiste. systématiser le nouveau dans l'art, c'est un aspect de notre rôle.

L: Ce qu'il y a de commun dans les oeuvres relevant de l'art marxiste, ce n'est pas la question du parti comme objet, mais d'une manière plus générale la présence d'une SUBJECTIVITE POLITIQUE qui peut s'investir dans des contradictions elles très différentes, le parti par exemple, mais aussi les rapports hommes/femmes, etc... et nous pensons que s'affronter à ces questions génère des innovations formelles.

E: D'autre part avec l'art marxiste on affirme que les questions de l'art font partie intégrante de la révolution. L'existence de ces oeuvres, c'est pour nous aussi un principe de réalité du maoïsme. C'est pourquoi nos ennemis disent que ce n'est pas de l'art, mais de la politique. Mais c'est de l'art et cela manifeste que le maoïsme est vivant. En fait, qu'il soit vivant devait AUSSI nécessairement se manifester un jour ou l'autre au niveau de l'art.

L: La question de l'art marxiste est une question de notre temps, ouverte par la Révolution Culturelle. Une des preuves que l'U.C.F.M.L. se pose la question du parti de type nouveau, c'est l'existence d'un groupe révolutionnaire qui intervienne sur les questions de l'art. On n'est pas la case culture d'une organisation politique.

L'U.C.F.M.L. peut avoir et a un point de vue sur l'art. Mais nous avons notre autonomie qui manifeste que le parti veut être le noyau du peuple entier. L'analyse politique de l'U.C.F.M.L. nous est indispensable, mais par ailleurs, souvent l'art anticipe sur la réalité, et là nous pouvons avoir un rôle spécifique. L'art marxiste c'est du domaine de l'anticipation, ce sont les oeuvres qui anticipent, mais notre tâche c'est de systématiser ce nouveau, pour ne pas en rester surpris, ce qu'on a été au départ.

Q: Vous pouvez préciser vos rapports avec l'U.C.F.M.L. ?

L: Notre rôle est de remettre la question de l'art aux mains de tous les camarades. On pense qu'il ne peut y avoir de maoïsme complet sans un point de vue sur l'art, et donc sur l'art marxiste aussi. Nous, nous sommes un point d'appui pour cela.

Q: En quoi le G.F. est-il un groupe maoïste donc MILITANT. Quelles sont vos INTERVENTIONS ?

L: On a une pratique de masse entièrement spécifique. En ce moment, on ne fait pas de travail de marché régulier au sein des larges masses, comme le font d'autres organisations

maoïstes. Il y a eu une tentative l'année dernière sur l'anti-racisme pendant la «semaine du dialogue» de Stoléru à la télévision et la sortie de films comme «Les Chiens». Ces interventions se transformaient en interventions de maoïstes sur le racisme, parce qu'en fait, dans le domaine de l'art, il y avait peu de reflet de la conjoncture sur le front de classe immigré. Maintenant on pense que nos interventions doivent être spécifiques et liées à la conjoncture. Par exemple, on a soutenu l'interruption de la projection de «La légion saute sur Kolwézi», on a fait une intervention-débat sur le jazz au concert de l'Art ensemble de Chicago.

La Feuille FOUDRE, sa diffusion, c'est aussi une «intervention». D'autre part, en direction des artistes connus, on a lancé une pétition contre les lois racistes qui a recueilli 40 signatures (une dizaine de musiciens de jazz, Sagan, Sautet, Allio, Resnais, Jessua, S. Daumier, etc...). Nous avons participé également avec notre banderole et nos tracts aux mobilisations anti-racistes du pôle.

Enfin, nous cherchons à intervenir dans tous les lieux de débat: sur le cinéma allemand à la Maison de l'Allemagne, etc...

Q: Quels sont vos rapports avec les autres groupes «culturels» du Pôle maoïste: Pottier et Degeyter. Quels sont vos projets d'extension ?

E: Nos rapports avec les autres groupes sont très bons. On a le projet de mettre sur pied une vaste organisation nationale qui aura un ASPECT FEDERATIF respectant l'originalité historique de chaque groupe, les noms différents des journaux, les thèmes d'intervention particuliers de chacun, la structuration locale de la vie artistique et culturelle (maisons de jeunes ou pas...) etc...

Cela se met en place par des discussions régulières sur tout ce dont nous avons parlé et en particulier sur l'art marxiste, et au travers d'initiatives communes comme la participation à un colloque sur Brecht. On diffuse aussi les revues les uns des autres.

D'autre part, on travaille de plus en plus en groupes ouverts avec d'autres camarades du pôle.

Q: Où en sont les débats sur la «culture populaire» et sur les couches sociales à qui doit principalement s'adresser les groupes comme le G.F. ?

L: Le débat sur la culture populaire est réglé provisoirement du moins, car à travers la discussion sur l'art marxiste, on pourrait bien voir se profiler l'art prolétarien, ce qui n'a rien à voir. Bref, c'est une question toujours renouvelée. Quant à savoir à qui doit s'adresser le G.F.: petite bourgeoisie intellectuelle ou larges masses, c'est largement un faux problème. On ne prétend pas s'adresser qu'aux intellectuels. Mais le débat sur l'art a lieu chez les artistes d'abord, qui sont aujourd'hui des intellectuels de la petite bourgeoisie. C'est un fait. Mais on entérine pas cette situation puisqu'on s'intéresse aussi aux «genres» de masse: on a analysé le film catastrophe et son évolution, on s'intéresse maintenant à la musique pop.

Q: Quelle est la raison de votre intérêt actuel pour Brecht et de votre participation à un prochain colloque sur lui ?

L: Au départ, il y a eu un débat fait de conjoncture: les révisionnistes mettaient en scène Brecht en l'ossifiant, la droite après 78 a lancé une campagne pour supprimer les crédits aux théâtres qui jouaient Brecht.

Alors est venue, mais pas du G.F., l'idée d'un colloque sur Brecht. Nous, on s'est associé à cette initiative surtout par rapport à notre réflexion sur l'art marxiste. Toute école nouvelle se cherche des antécédents. Brecht était intéressant pour cela. Les trois groupes Foudre, Pottier et Degeyter participent à cette initiative.

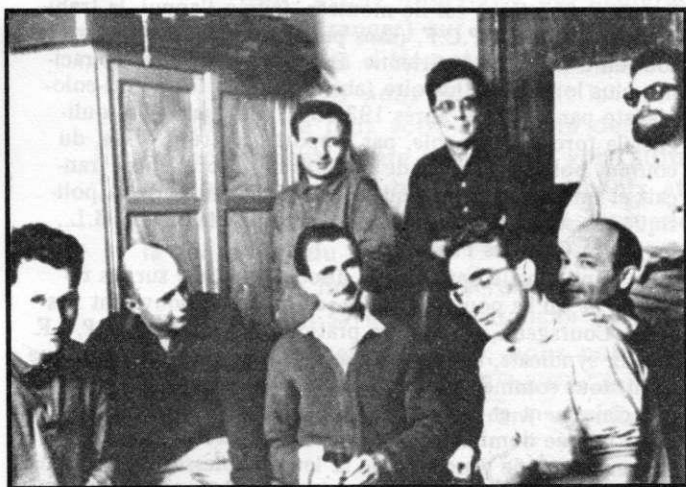
Q: Pour finir, une question très journalistique du style «Cahiers du Cinéma»: quels sont les films qui vous ont paru les plus importants ces dernières années ?

Réponses dans le désordre: «L'homme de marbre»; «L'Ecole de Mai»; Wenders: «Faux mouvement», «L'ami américain»; «Alice dans les villes»; Syberberg: «Hitler», «Ludwig»; M. Duras: «Détruire dit-elle», «India Song»; «Harlan County, U.S.A.»; «Simone Barbès»; «Wives»; «L'honneur perdu de Katarina Blum».

La guerre d'Algérie ici en France

(MÉMOIRE POLITIQUE D'UNE PÉRIODE NOIRE)

«LA GUERRE D'ALGÉRIE ICI EN FRANCE», pas une simple question d'histoire, mais une question politique actuelle, soulevée par le travail militant du C.P.A.C. de Reims, étudiée dans une école ouverte du C.P.A.C. puis diffusée pour constituer la «mémoire politique d'une période noire», telle est l'histoire de notre brochure.



A Fresnes, des «porteurs de valises» incarcérés.

Parler de la guerre d'Algérie:

Une exigence venue du travail politique du Comité Populaire.

- d'abord des discussions avec des Algériens partie prenante du mouvement Sonacotra ou des luttes des foyers ARFA. Objet d'une fierté nationale légitime, l'histoire de la guerre d'Algérie fait vivre à la fois des souvenirs de force, d'unité et des questions: l'expérience du FLN, ses limites aussi. Et qui, parmi les militants du mouvement Sonacotra n'a pas reconnu presque toujours l'ancien militant du FLN ?

- mais aussi des discussions avec des ouvriers Français, des gens du peuple qui ont vécu la guerre d'Algérie et qui se trouvent confrontés au point de vue du C.P.A.C. sur l'histoire du peuple en France (Résistance, guerre d'Algérie, Mai 68...) dans ses interventions sur les marchés ou ailleurs.

Alors là, 2 attitudes chez les français:

- . le plus souvent un silence total sur la période, souvent de la part de ceux qui l'ont vécu et qui sont allés se battre en Algérie... Par désir impérieux de ne pas remuer cette «sale guerre», ils opposent le silence, la fuite...

- . quelquefois une prise de conscience antiraciste et anti-impérialiste... pour ne plus revivre en France cette période noire, pour éviter la prochaine guerre et condamner dès aujourd'hui ce qui la prépare (interventions de l'armée française en Afrique, lois Bonnet-Stoléru), ils veulent combattre la division du peuple, le racisme.

Ces 2 attitudes nous interpellent sur les difficultés à constituer l'unité français-immigrés, sur la faiblesse de la réaction de la classe ouvrière française au mouvement Sonacotra... et nous donnent déjà des éléments de réponse: l'ignorance par les gens du mouvement des lois racistes, le black-out de la presse sur cette nouveauté politique et sur la réponse étatique... ne peuvent pas expliquer à eux seuls

l'indifférence, la passivité du peuple français; quelque chose de plus tenace, de plus borné répandu par la mentalité syndicaliste, par la capitulation des partis de gauche dans une période historique importante... a façonné quelque peu le peuple français et a pu le rendre sourd, en partie, au mot d'ordre «Égalité des droits».

La guerre d'Algérie, l'enjeu d'une école du C.P.A.C. C... pour en apprendre, certes... mais aussi pour se forger une conscience politique de l'histoire.

Notre histoire à nous, maoïstes du C.P.A.C., ne démarre pas avec Mai 68 ! ... nous le savions déjà, mais nous le vivons par cette école: pas de politique révolutionnaire, pas de maoïsme vivant en France, sans MÉMOIRE POLITIQUE, SANS CONSCIENCE DE L'HISTOIRE.

- Les faits, les simples faits sont source de connaissance ... car grande était notre ignorance avant cette étude: les manifestations des rappelés en 55-56, le refus de la guerre coloniale... et la capitulation des partis de gauche qui n'organisent rien, l'existence du réseau Jeanson, le manifeste des 121... et la manifestation sanglante des Algériens d'Octobre 1961, sans réaction notoire du peuple français, Charonne, les manifestations du P.C.F. non pas en soutien au FLN mais pour la «paix et contre le danger fasciste», etc...

- Ces faits sont ceux d'une période noire. Il faut que cela soit dit et présent dans la mémoire populaire. Sinon, comment comprendre et combattre le racisme si on ne sait pas à quel point il s'enracine dans l'absence de mobilisation populaire contre les guerres coloniales ! Comment lutter pour l'unité français-immigrés si on n'en connaît pas le moyen enseigné par l'histoire: être autonome dans ses mots d'ordre, ses formes d'organisation des forces parlementaires et syndicales ? Pour cela, comment ne pas connaître l'histoire du réseau Jeanson, cette première rupture certes encore hésitante et provisoire, mais bien réelle, d'avec le P.C.F., dans la pratique effective d'un soutien internationaliste ?



17 Octobre 1961: manifestation des Algériens à Paris, sauvagement réprimée par la police (des centaines de morts).



La mémoire politique de la guerre d'Algérie:

Une tâche d'éducation politique prolongée au sein des masses... et à contre courant.

* D'abord, une réunion d'unification avec le réseau de sympathisants du C.P.A.C.: des Algériens qui ont combattu avec le FLN en Algérie ou qui ont fait partie des réseaux FLN en France; un français qui a fait la guerre d'Algérie en tant que rappelé; d'autres français qui ont soutenu ici en France et fait partie de ces réseaux; enfin d'autres trop jeunes pour avoir connu la période...

Les expériences sont diverses et partent de points de vue différents. Mais un sujet de discussion revient souvent et fait écho à l'actualité: l'attitude des français. Plusieurs camarades Algériens de réseaux soulignent en particulier la sensibilité pratique des femmes à la guerre d'Algérie: c'est chez elles qu'ils trouvaient des alliées dans les situations délicates d'encerclement policier.

Le contenu vivant de cette réunion, ajouté à l'école du C.P.A.C. nous décida à en faire une brochure de large diffusion.

* Une vente militante de brochures à l'occasion d'un week-end de cinéma Algérien: peu de monde enclin à se rappeler... les cinéphiles nous diront que le choix des films n'était pas fameux, peut-être... mais les hommes et les fem-

mes politiques du C.P.A.C. diront que, 20 ans après, ce refus de parler de la guerre d'Algérie et celui de s'engager aujourd'hui pour l'unité français-immigrés, sont une seule et même chose. Puisque la victoire du peuple Algérien et le combat des réseaux ici en France ont maintenant l'évidence de l'histoire, il faut les faire jouer sans relâche contre l'indifférence d'aujourd'hui.

* Une intervention et une vente à un débat organisé par le groupe Eugène Pottier à propos du livre «Les Porteurs de Valises» en présence des auteurs et de membres du Réseau Jeanson.

Une soixantaine de personnes, des sympathisants du C.P.A.C., du pôle maoïste, des jeunes lycéens ou étudiants, suivent sans faiblir 3 heures de débat érudit et politique. L'intérêt de ce débat est de montrer, faits à l'appui, la trahison historique du P.C.F. (sans parler de la S.F.I.O.) dans le soutien à la cause Algérienne. D'en chercher aussi les racines plus loin dans l'histoire (abandon de la lutte anti-colonialiste par le P.C.F. après 1932-34). C'est aussi de souligner la force inestimable, par rapport à cette période, du courant politique actuel de l'égalité des droits entre français et immigrés, le saut qualitatif pour combattre la politique raciste et impérialiste que constituent l'U.C.F.M.L., les C.P.A.C. et les P.A.E.

Une longue partie de la discussion porta sur les réseaux: ce qu'ils pouvaient faire, ce qu'ils ne pouvaient pas faire. Courageux, en rupture pratique par rapport au P.C.F. et aux syndicats, leurs membres ont joué un rôle historique dont nous sommes aussi redevables. Ils ne se sont cependant pas clairement et complètement dégagés de la «gauche». Leur pensée dominante reste que «la petite gauche doit sauver la grande gauche». De là leurs faiblesses, leur absence de postérité politique au lendemain de la guerre. Beaucoup qui avaient déjà vécu la guerre en marginaux ont le sentiment de s'être fait voler le fait d'avoir eu raison par une «gauche» cynique.

* Et maintenant... nous comptons relancer le débat et vendre la brochure à chaque épisode propice de la conjoncture politique: à l'occasion de la politique de l'Etat en direction des Algériens (renouvellement de leurs cartes de séjour, incitation au retour), d'attaques impérialistes de l'Etat français, d'interventions sur les dangers d'une 3ème guerre mondiale, etc...

FORCER LE DÉBAT, tel est notre objectif avec cette brochure, car si le thème nous a été donné par les masses dans notre travail, il l'a souvent été par la **NÉGATIVE** ... alors le C.P.A.C. retourne aux masses par l'**OFFENSIVE** et la **VOLONTÉ** d'y mener le débat.

Par contre, nous sommes certains de ne pas avoir besoin de forcer la main... aux lecteurs du ML à qui nous demandons en retour l'écho qu'aura eu notre brochure auprès d'eux.

**Comité Populaire Anti-Capitaliste
(C.P.A.C.- Reims)**

La brochure du C.P.A.C.-Reims «**LA GUERRE D'ALGERIE ICI EN FRANCE - Mémoire politique d'une période noire**».

est disponible. Ecrire au journal, envoi port compris: 7 Francs.

INTERNATIONALISME

AFGHANISTAN

Dans le «ML» No 39, nous annonçons notre volonté d'apprendre de la résistance du peuple Afghan, d'être à l'écoute des forces qui s'organisent en son sein.

Nous avons interviewé des camarades de l'U.G.E.A.E. (Union Générale des Etudiants Afghans à l'Etranger) sur l'état de la résistance plusieurs mois après l'intervention soviétique, ainsi que sur les différentes forces politiques qui y opèrent.

Ce qu'ils nous apprennent ici est d'un grand intérêt et vient confirmer la nécessité du soutien le plus actif à la lutte de libération nationale menée par le peuple Afghan contre le social-impérialisme, selon une voie autonome de l'impérialisme U.S. et occidental. Nous continuerons de publier des documents et des communiqués sur l'Afghanistan dans le «ML». (note: le texte, issu d'une longue discussion, a été mis au point dans sa version définitive par la rédaction du ML).

Cette interview ne reflète bien évidemment que les positions politiques de l'U.G.E.A.E. et n'induit ni sa «reconnaissance» par l'U.C.F.M.L., ni une identité de vue complète.

Après cet interview, nous publions un tract que nous avons distribué à la porte du meeting de la Mutualité «6 heures sur l'Afghanistan», une des premières initiatives, avec les notres, à s'extraire du courant «droits de l'homme-nouveaux philosophes».

La Rédaction du «Marxiste-Léniniste»

INTERVIEW DE L'U.G.E.A.E. (Union Générale des Etudiants Afghans à l'étranger).

Le ML: ...brève présentation de l'U.C.F.M.L., du journal, de nos prises de position sur l'Afghanistan.

* (U.G.E.A.E.) Nous vous connaissons déjà. Nous avons fait avec vous des meetings à Dijon et Chalon. Vos camarades ont ramassé des médicaments pour la résistance.

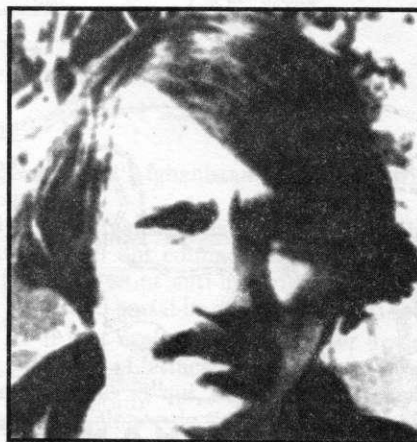
Le ML: Pouvez-vous présenter l'organisation à laquelle vous appartenez ?

* Nous représentons l'U.G.E.A.E. (Union Générale des Etudiants Afghans à l'Etranger) créée il y a 9 ans, qui a des sections au Pakistan, en Iran, aux U.S.A, en Turquie, en Autriche, en Suisse... et en France. Nous regroupons différentes tendances politiques et nous nous proposons d'apporter des informations sur la lutte du peuple Afghan et de travailler à développer une aide morale et matérielle aux résistants. Nous avons une plate-forme:

- pour un Afghanistan démocratique, indépendant et souverain. Notre union lutte à la fois sur 2 fronts:
- contre le social-impérialisme et ses satellites
- contre l'impérialisme U.S. et ses alliés (ceci inclut pour nous la Chine réactionnaires et ses amis).

Le ML: Etes-vous la seule organisation à parler de la résistance ?

* Depuis l'invasion de notre pays, de nombreuses organisations et comités de soutien se sont créés qui, en majorité, camouflent la lutte de libération du peuple Afghan en une guerre idéologique. Mais notre organisation se distingue par son caractère anti-féodal et anti-impérialiste et apporte son soutien matériel et moral aux mouvements qui mènent une lutte juste pour la libération totale et définitive de notre patrie. Et aussi notre organisation fait connaître la résistance à l'INTERIEUR de notre pays, en général personne ne parle de cette résistance.



A. M. Kalakani, assassiné par les occupants russes.

Le ML: Quel est l'état de la résistance ?

* Quelque chose d'important se prépare. Même les Russes ont pris peur. Les gens commencent à voir les atrocités qu'ils commettent. L'assassinat fin Mai de Kalakani a entraîné une grande révolte de la population. Après son arrestation fin février, il y avait déjà eu désertion d'un régiment entier de soldats Afghans qui avaient livrés leurs armes à la résistance.

Abdoul Mahjid Kalakani était issu d'une famille de militants politiques: son père et son grand-père avaient été exécutés en 1945 pour leur opposition à la monarchie. A.M. Kalakani a longtemps vécu dans la clandestinité, ne parvenant qu'à la faveur de périodes de libéralisation à me-

ner une activité politique légale. Il a notamment fondé le mouvement «Flamme éternelle». Dès le coup d'Etat d'Avril 78, il entre dans la résistance et figure parmi les dirigeants du front uni national. En février, il rentre à Kaboul pour organiser les manifestations et les grèves, le 27 il fut arrêté par le K.G.B. à Kaboul au quartier de Microrayon, puis exécuté fin Mai.

Aujourd'hui, tous les Afghans sont contre les Russes ! Il y a toujours eu une forte participation des femmes aux mouvements historiques dans notre pays. De même, les organisations étudiantes et lycéennes ont toujours été d'avant-garde. Récemment, une fillette de 15 ans en tête d'une manifestation s'est avancée vers un soldat russe. Celui-ci lui a tiré dessus; avec son sang, elle est allée écrire «Vive la Liberté». Maintenant que les Russes massacrent les petits de 12-13 ans, tout le monde se révolte et les parents suivent les étudiants et les lycéens. Par ailleurs, le potentiel de l'armée Afghane n'est plus que de 25 à 30% de celui qu'il était précédemment.

Le ML: Pouvez-vous nous préciser le contexte historique des événements actuels en Afghanistan.

* La résistance se développe à l'intérieur du pays (et pas seulement aux frontières). L'avenir de notre patrie repose sur cette résistance.

Dans les années 60, les mouvements politiques se partagent en quatre groupes:

-a) Les FRERES MUSULMANS qui avaient un soutien du régime réactionnaire et impopulaire du roi Zaher Chah. Ils menaient des actions terroristes et n'hésitaient pas à assassiner des éléments de gauche qui luttait pour le progrès social et la justice. En ce moment, on les trouve au Pakistan, intégrés dans les partis «fondamentalistes» (religieux intégristes N.D.L.R.).

-b) Le parti pro-soviétique P.D.P.A. (Parti Démocratique et Populaire d'Afghanistan) de Taraki-Amin-Karmal, dont l'action était fondée, au début, sur le parlementarisme pacifique (un parlement des féodaux, des réactionnaires, et de la bourgeoisie). Ce parti (où il y a deux branches rivales, le

Parcham-le drapeau et le Khalq-le peuple, qui luttent entre elles pour le pouvoir et les faveurs des russes - NDLR) bénéficie du soutien de l'U.R.S.S. qui l'utilise pour atteindre ses objectifs: se rapprocher des mers chaudes et piller des matières premières (gaz naturel...).

Dans les années 70, le P.D.P.A., pour arriver au pouvoir et afin que l'U.R.S.S. impose sa politique expansionniste en Afghanistan, établit des contacts avec Daoud, cousin du roi et ancien premier ministre (il a mené un régime de terreur et de fascisme contre le peuple Afghan de 1953 à 1963: aucune liberté de la presse, d'expression, répression d'une révolte de paysans d'une manière digne d'Hitler). Alors, le P.D.P.A. fomenta en 1973 un coup d'Etat. Un régime dictatorial fut installé avec Daoud. Des ministres du parti pro-soviétique participent au gouvernement. Mais vite les membres du Parcham et du Khalq sont écartés. Alors, ils s'organisent pour prendre le pouvoir seuls, non pas parce que la misère et l'oppression de la dictature fasciste qui frappaient le peuple Afghan les dérangeaient, mais parce que leurs ministres furent remplacés par d'autres et surtout parce que les intérêts des sociaux-impérialistes étaient menacés par d'autres puissances impérialistes, notamment les américains. (C'est pourquoi les 2 tendances du Parti pro-soviétique se sont unies pour le coup d'Etat de 78, pour se diviser d'ailleurs rapidement après - N.D.L.R.).

-c) Le mouvement social-démocrate et nationaliste de MASSAWAT «EGALITE» et Aghen Melat «LA PATRIE AFGHANE» qui luttait pour une politique réformatrice.

-d) «LA FLAMME ETERNELLE», le mouvement le plus important de la gauche Afghane, qui regroupait dans son sein 70% des forces progressistes et démocratiques. Il avait des éléments actifs dans tout le pays.

C'était un mouvement révolutionnaire pour un Afghanistan libre, souverain et démocratique. Il fut l'instigateur de nombreuses manifestations, grèves populaires des masses de paysans, ouvriers, étudiants, lycéens et fonctionnaires.

Le ML: Quelles sont vos positions par rapport aux «forces Islamiques» ?

* Les partis Islamiques ont des forces au Pakistan. Elles font seulement la guerre aux frontières. Il y a 6 partis isla-



miques, dont 5 sont dans une «alliance islamique pour la liberté de l'Afghanistan». Le 6ème parti est celui de Hekmatayar, formé avant le coup d'Etat pro-soviétique de 78; son but était alors de se venger de Daoud mais pas le progrès social, il était déjà contre les laïcs et les communistes, pour un programme de fanatisme islamique.

En occident, on ne parle que des partis intégristes comme résistance face aux agresseurs. Ces partis existent, c'est un fait, mais leurs actions sont limitées à l'extérieur. Ils sont en contradiction entre eux bien qu'unifiés dans une coalition apparente et fragile. En général, ces partis sont aidés par les états réactionnaires Islamiques (Arabie Saoudite, Egypte...), l'état réactionnaire chinois, l'impérialisme américain, par des partis d'extrême-droite, notamment celui qui a renversé Ali Bhutto au Pakistan et l'a assassiné.

On peut résumer leur programme ainsi:

- sur le plan politique: retour à l'ancien régime qui avait pour base une injustice sociale et une répression ouverte.
- sur le plan économique: retour à la structure semi-féodale et semi-coloniale à la solde de la réaction interne et des grandes puissances.
- sur le plan social: institution corannique, un système absolu comme au Pakistan et en Iran ainsi que dans d'autres pays arabes .

On le voit, les forces Islamiques ont un passé peu brillant. Par exemple, un de leurs chefs - Hekmatayar - a été mêlé à une répression antérieure contre les éléments de gauche. Nous savons que Mao Tsé Toung, menant la lutte dans ses propres conditions, a été allié avec son ancien ennemi Tchang Kai Chek, mais aujourd'hui, la question pour nous est: si les partis islamiques acceptaient (ce qu'ils ne font pas) une coalition avec les forces démocratiques et progressistes, par qui serait-elle dirigée ?



Assemblée de la résistance dans un village Afghan.

Le ML: Quelles sont les organisations démocratiques de la résistance ?

* La résistance interne est menée principalement par des organisations qui plongent leurs racines dans les mouvements anti-féodaux, anti-impérialistes des années 60.

Le 1er, la SAMA est l'organisation fondée par M Kalakani. Ce dirigeant extrêmement populaire qui vient d'être assassiné par les Russes a toujours lutté contre la monarchie, même avant Daoud. Au moment du coup d'Etat de 73, Kalakani rentre dans la clandestinité pour organiser la résistance et fédérer les différentes forces (entre-temps, son parti la «Flamme Eternelle» s'était divisée en petits groupes).

En 78, à la prise du pouvoir directe des pro-Russes, il continue d'essayer de regrouper les forces. En Janvier 79 il fonde la SAMA (organisation pour la libération de l'Afghanistan) qui a depuis mené beaucoup d'actions armées contre Taraki et Amin. Sous le régime d'Amin, elle avait libéré le Nord du pays et la ville d'Hérat. Aujourd'hui, cette organisation est toujours très forte dans le Nord, mais aussi à Kaboul, Paghman, Tcharikar, Hérat. Elle prit l'initiative de proposer un programme d'unification en Juin 1979 qui a été accepté par d'autres organisations de résistance internes pour former le front d'unité nationale (Le Méli), auquel participe l'organisation progressiste «Melate» qui avait déjà combattu contre le roi et contre Daoud. Le chef de cette organisation est un ancien parlementaire du temps du roi. Cette force est très importante dans le Sud à Djélahabad, Kandahar.

Il faut aussi parler de la Djala-è-Djihad-Nouristan, organisation islamique patriotique qui a libéré toute une région (le Nouristan) depuis Taraki-Amin. Aujourd'hui, elle fait face à la fois aux forces soviétiques et aux forces islamiques en particulier celles du 6ème parti. Les mots d'ordre de cette organisation patriotique sont «L'Islam est no-

tre religion, l'Afghanistan est notre patrie, la liberté notre droit».

Les organisations de la résistance interne regroupées dans le Méli ont comme position de continuer la lutte sur 2 fronts: le front anti-impérialiste et anti-féodal, mais aussi le front anti-social-impérialiste et anti-social-fasciste.

Il faut également mentionner une autre force interne importante: «L'étincelle», née d'une scission de la «Flamme éternelle» et qui, depuis 4 ans, essaye de créer le Parti marxiste-léniniste de l'Afghanistan.

Le ML: Par qui étaient faites les propositions d'unité ? Sur quelle plate-forme ?

* En Janvier 79, la proposition a été faite par la SAMA. La plate-forme du front uni national a été adoptée en Juin 79. La plate-forme contient 2 volets, l'un intérieur, l'autre extérieur. Le Front mène une lutte dure à l'intérieur contre l'envahisseur, une guerre de libération, ce qui le distingue d'autres groupes qui se trouvent dans une situation confortable à l'extérieur.

Le front a un projet dans le cas de victoire. D'abord un Afghanistan libre, souverain et démocratique. La liberté de culte, de presse et d'expression seront garanties ainsi que le pluralisme politique et le droit du peuple à constituer des comités et syndicats populaires. En cas de victoire le



Des résistants Afghans exhortant des soldats à désertier.

front constituera un gouvernement provisoire formé des divers mouvements représentés au sein du front afin de préparer des élections libres dans le cadre des institutions de chaque région. L'assemblée élue désignera le nouveau gouvernement et préparera la constitution de l'Afghanistan.

Le front propose également un programme social d'éducation, une réforme agraire qui soit véritablement démocratique, c'est-à-dire qui respecte la complexité et la différence (car celles des pro-soviétiques, distribuant des terres sèches sans semences ni eau, ne voulait rien dire) et une nationalisation de tous les capitaux, en particulier ceux des sociaux-fascistes.

Sur le plan international, le front mènera une politique extérieure de non-alignement, de coopération, de bon voisinage avec en particulier les pays Islamiques, et de co-existence pacifique. Il luttera contre toutes les formes de colonialisme, de racisme, contre toutes les forces tentant d'imposer leurs lois au peuple.

L'alliance sur un tel programme a été refusée par les forces islamiques car elles sont anti-laïques, contre les libertés démocratiques (elles sont pour re-voiler les femmes...). Il faut bien voir que la religion Chiite, dominante en Iran, est beaucoup plus révolutionnaire que la religion Sunnite, dominante en Afghanistan. Dès 1910 en Iran, les religieux avaient mené la guerre anti-coloniale du tabac. En Afghanistan, les religieux n'ont pas ce passé révolutionnaire, quand ils ont eu le pouvoir à la fin des années 20, ils ont brûlé les écoles, interdit la démocratie, alors qu'en Iran à la même époque les Chiites luttèrent pour une monarchie constitutionnelle. On ne retrouve pas en Afghanistan l'unification des religieux forgée en Iran par la lutte et qui a abouti à la hiérarchie actuelle; ici c'est le morcellement féodal.

Le ML: Quelle stratégie politique et militaire le front a-t-il pour libérer le pays ?

* Après sa constitution, le front a mené des actions de partisans dans tout le pays, a formé des combattants, ralliés des soldats et officiers de l'armée. Voici quelques actions du front:

- 4 fev 80: attaque du réseau de communications de la ville de Paktiar: 1500 soldats rejoignent la résistance.
- après l'arrestation de Kalakani, désertions importantes avec armement lourd.
- avec cet armement, le front a mené un combat d'une semaine en Mai 80 à Pandjcher.
- manifestations et grèves populaires de ces derniers temps à Kaboul et dans d'autres villes.
- des tracts clandestins qui analysent la situation politique et militaire sont distribués dans tout le pays.

Le journal du front s'appelle 'Libération'. C'est une publication clandestine en Afghanistan où il explique que la lutte sera à long terme, qu'il faut s'organiser dans le front en tendant la main vers tous les combattants. Le front donne 3 orientations:

- 1.) Il faut compter sur sa propre volonté, conviction et imagination.
- 2.) Comment trouver les armes ? Il faut les récupérer sur les envahisseurs et les ennemis par encerclement des villages et des casernes.
- 3.) Il faut s'adresser aux peuples du monde entier pour une aide morale et matérielle.

C'est ainsi que s'organisera la libération du pays et non par un soulèvement.

Le ML: Que demandez-vous au peuple et forces progressistes en France ?

* A part les armements la résistance a besoin de tout: médicaments, matériel chirurgical, argent (on vend pour cela des cartes de soutien). Le front d'unité nationale est opposé à la position politique affichée par les 9 pays de la CEE. Condamnation molle, proposition de neutralisation de l'Afghanistan. Mais pourquoi la résistance interne n'est-elle pas représentée, pourquoi tout traiter avec les seules forces islamiques ?

Quant aux forces de gauche traditionnelles, qu'ont-elles fait à part une condamnation verbale ? Pourquoi n'ont-elles pas organisé de manifestations ? Et le P.C.F., comment peut-il prétendre que les réfugiés seraient de simples nomades ou que les étudiants aujourd'hui massacrés sont des féodaux ?

Tract de l'U.F.M.L. :

* RÉSISTANCE AFGHANE, RÉSISTANCE KHMERE,
RÉVOLUTION NATIONALE EN IRAN :

COMBATTONS LES SUPERPUISSANCES ET LA
GUERRE QU'ELLES PRÉPARENT !

* TCHAD, CENTRAFRIQUE, ZAIRE, «DOM-TOMs»,
CORSE, BRETAGNE :

COMBATTONS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !

L'invasion de l'Afghanistan par les troupes de l'impérialisme russe; la résistance acharnée des Afghans: voilà des réalités historiques de notre temps. Depuis la Tchécoslovaquie en 1968, en passant par les mercenaires Cubains en Angola et en Éthiopie, les putsches militaires à Aden et à Kaboul, les menaces et les chantages sur l'Europe, l'invasion-génocide des vietnamiens au Cambodge, la superpuissance russe, militarisée et social-fasciste, est engagée dans l'expansion et la préparation à la guerre mondiale.

Se révolter contre. Soutenir les peuples contre: c'est excellent.

Ce genre de combat internationaliste doit à notre avis voir loin et clair, s'il veut être fort et utile.

Ne pas isoler la résistance Afghane.

Les russes et leurs clients n'en sont pas à leur coup d'essai. Il est très clair aujourd'hui que la relative passivité de l'opinion face à l'invasion vietnamienne au Cambodge a constitué un encouragement direct pour les russes en Afghanistan.

Il est grand temps de réparer ce retard historique, de briser cet encouragement à l'agression. Un an et demi après l'invasion, au Cambodge, la guerre se poursuit. Un corps de bataille de 40 000 Khmers rouge fait que la machine de guerre vietnamienne et soviétique s'enlise. Là est la principale LIGNE DE FRONT contre le militarisme des nouveaux bourgeois bureaucratiques d'État.

Résistance Afghane, résistance Khmère: solidarité !

Compter sur la force indépendante des peuples.

Contre les russes, qui ont le vent en poupe, la tentation est grande de se réfugier dans le giron de l'autre superpuissance, ou de se serrer frileusement autour de son petit impérialisme national, en espérant se garer des coups.

Cette orientation ne vaut rien, et prépare le pire. Les Etats-Unis, acculés par les peuples, brandissent aujourd'hui la menace de la guerre et sont en proie à de terribles courants chauvins et racistes. La France de Giscard ne songe qu'à préserver son empire africain, par les pires procédés du brigandage colonial, et en faisant des risettes à Brejnev. Tous ces acteurs politiques participent de la logique de la guerre. Nous les combattons tous.

Contre eux, seule l'indépendance politique des peuples est un facteur de paix mondiale, même quand cette indépendance doit être gagnée par la guerre de libération.

Afghanistan, Cambodge, Iran, peuples d'Afrique: l'indépendance nationale est la clef de la paix, la clef du recul des impérialismes.

Mener campagne contre le P.C.F.

Si l'on veut un courant de masse actif pour les résistances Afghanes et Khmères, il faut attaquer sans merci ceux qui, en France, sont les soutiens les plus fermes des russes et des vietnamiens: les gens du P.C.F.

Il ne s'agit pas de dire: «L'Afghanistan, c'est une bavure», le P.C.F. se «restalinise», et autres bêtises de journalistes. C'est au contraire l'occasion d'aller au fond des choses, de saisir la nature politique essentielle du P.C.F., son



Dès l'annonce de l'invasion, l'U.C.F.M.L. a organisé une manifestation de riposte.
(Phot. U.C.F.M.L.)

projet d'État, sa vision du monde. De voir que ce qui se passe à Kaboul ou à Hanoi est, en profondeur, HOMOGENE au P.C.F., - quelles que soient par ailleurs ses variations tactiques. D'en finir une fois pour toutes avec la «contestation» du genre: «le P.C.F. est un parti de gauche, mais...».

Le P.C.F. est le parti français du capitalisme bureaucratique d'État adossé, partout dans le monde, à la superpuissance soviétique. C'est un parti anti-populaire, chauvin, raciste et capitulaire sur l'indépendance nationale.

Toute campagne de solidarité avec la résistance Afghane qui ne prend pas aussi le P.C.F. comme cible restera, chez nous, abstraite et inopérante.

Pour nous, l'internationalisme aujourd'hui est nécessairement adossé à un projet interne d'INDÉPENDANCE POLITIQUE complète à l'égard de toutes les forces politiques bourgeoises (anciennes: U.D.F.-R.P.R.-P.S.- Rocard, et nouvelles: P.C.F.-P.S.-Chevènement), un projet de RUPTURE avec la société impérialiste française (y compris les syndicats et le parlement); un projet de PAIX, forgé dans la résistance aux deux superpuissances et dans le soutien total à l'indépendance nationale des peuples.

C'est tout cela que nous appelons: le processus de parti de type nouveau.

C'est de là que nous parlons, et que nous disons:

- VIVE LES RÉSISTANCES KHMÈRES ET AFGHANES !

- VIVE LA RÉVOLUTION NATIONALE EN IRAN !

- A BAS LES 2 SUPERPUISSANCES QUI PRÉPARENT LA GUERRE !

- A BAS LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALISTE FRANÇAISE !

- VIVE L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN !

- VIVE LE MARXISME ! VIVE LE PARTI MAOISTE DE TYPE NOUVEAU !

Les maoïstes de l'U.C.F.M.L.

ART ET CULTURE

MAGMA

Un groupe musical qui, après avoir tenté sans grand succès de faire école, orchestre son 10ème anniversaire pour se relancer, ce n'est pas très original. Mais s'agit-il là seulement du nième épisode du bientôt célèbre «retour culturel»? Ce groupe peut-il participer de la réorganisation d'une scène musicale en mal de nouvelles perspectives? L'opération Magma va-t-elle donc faire conjoncture?

Voilà une question qui mérite d'être posée si l'on se souvient que ce groupe fut dans les années 70 dénoncé comme fascisant, si l'on prend en compte l'ambition du groupe, et surtout de son gourou le batteur Christian Vander: mettre en oeuvre une nouvelle musique adossée à un bilan des différents domaines de la musique occidentale. Au delà de ses emblèmes et rituels, le groupe se propose de recomposer la «pureté populaire» du langage musical et aboutit ainsi à ne magnifier que les éléments formels les plus abêtis de ce langage.

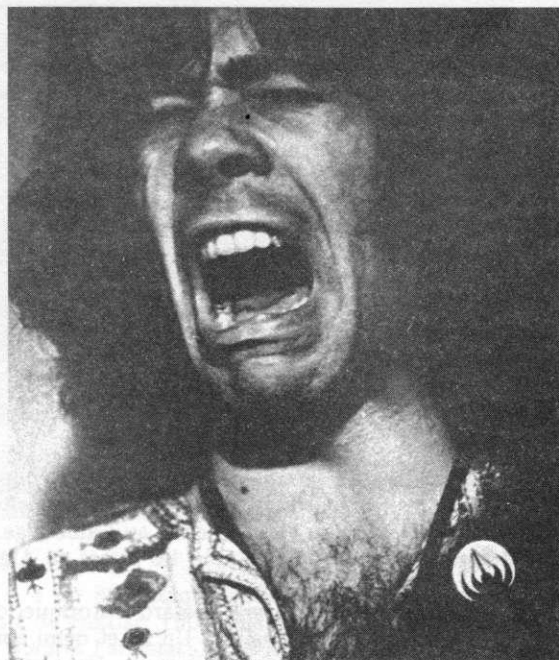
- I -

En premier lieu, Magma veut s'affilier à la musique classique par le biais principal de Stravinsky, dont il célèbre la puissance rythmique et barbare. Singeant le Sacre du Printemps, il produit un mélange de martellement mécanisé et quasi militarisée, de mélodies incantatoires et dyonisiaques, le tout sur fond d'harmonies plates et répétitives, vénérées pour leur refus de l'atonalité et de la dissonance. Mettre ainsi en exergue le seul Stravinsky dont l'oeuvre novatrice ne fut que ponctuelle et somme toute marginale et qui sombra très vite dans le pire académisme musical contre la révolution dodécaphonique, c'est se placer délibérément en marge du mouvement historique qui, de Wagner à Webern, s'attaquait à un aspect central du système de représentation musical: le cadre tonal et diatonique.

C'est au nom de pseudo novations rythmiques (qui ne révolutionnent même pas la représentation mesurée du temps), s'enfermer dans de vieux schémas harmoniques que l'on rétrécit nécessairement par défaut de tensions mélodiques.

- II -

Le grand prêtre Vander prétend également fournir une issue au jazz, perdu selon lui dans une impasse depuis la mort de Coltrane. Contre le Coltrane bouleversant les schémas harmoniques et rythmiques hérités de la période bop, précurseur du free, Magma ne retient que le point ultime et obscur de sa trajectoire musicale: celui des parcours hypnotiques dans les espaces modaux parcellisés. Refusant la division historique de Coltrane, l'élan free et la continuation ultérieure du jazz, Magma ne reprend que la séduction des longs mouvements fermés sur leur répétition. Quand Coltrane distend le couple traditionnel tension-détente (qui organise cette palpitation swinguée du temps) pour aboutir



La haine et l'effroi...

tir par non-résolution des tensions et superposition des lignes mélodiques à ses effets de transe et d'expansion extatique, quand le free-jazz hypertrophie le battement sourd du tempo et travaille sur la polarité crispation tétanique/dépression soudaine, Magma n'y entend rien. La seule chose qu'il connaisse, ce sont les interminables séquences de psalmodies et d'ébranlements telluriques, c'est aussi la simplification binaire contre la pulsion ternaire du swing (où le groupe sera formellement «novateur» puisque le jazz-rock fera ensuite son pain quotidien de cette affection infantile).

- III -

Enfin, Magma s'édifie par rapport à la scène pop de l'époque:

- contre ce qu'elle reflétait d'une certaine idéologie du mouvement de la jeunesse: à ces aspects «peace and love» Magma veut opposer leurs envers métaphysiques: la haine et l'effroi.

Dans le même temps, le groupe amplifie certaines éléments constitutifs de la culture pop:

- il fait du spectacle un élément pour lui-même: costumes (uniformes en vérité), emblèmes en forme de serres de rapace, transformation des concerts en cérémonies païennes à la gloire de divinités antiques (on ressort Osiris de son sarcophage!).

- il refuse l'usage de l'anglais, mais aussi du français (qui apparaît alors dans la pop) et préfère inventer pour la circonstance sa propre langue: le résultat principal en est cet effet de secte et de mépris du public que le groupe revendique.

il applique l'électrification généralisée à un mélange nouveau d'instruments issus du jazz ou du classique, s'inscrivant ainsi en précurseur de la tisane du jazz-rock.

De tous ces bilans, Magma produit une musique de plus en plus agressive, simplifiée à l'extrême, où tout pivote autour du matraquage de la batterie-assommoir, entrecoupé d'invectives hurlées contre le public déjà paralysé, ou de longs soupirs de ces nouveaux druides.

Bien ailleurs que dans les inflexions « germaniques » de leur langue, au delà de leur idéologie faite de rituel de secte, de thématique du retour au paganisme archaïque de l'occident, du maniement de la terreur verbale et symbolique en vue d'une purification obsessionnelle, le caractère d'extrême-droite du groupe se lit dans leur musique toute orientée par la fascination de l'énergie mécanique, impersonnelle et indéfiniment cumulable, par le refus du rebond et de l'hétérogène, par l'exclusion du temps subjectif.

Si cette musique, malgré certains succès temporaires et quelques sous-produits (Zao...) échoue à constituer autour d'elle un courant prolongé, elle réinvestit aujourd'hui la scène et il faut bien constater que des franges de la pe-

tite bourgeoisie s'y retrouvent, fascinés par l'énergie et la force brutale du groupe. La conjoncture musicale lui est sans doute plus favorable à l'époque où le mièvre disco rend ses dernières molleses, où la « new wave » reconstitue en France le ghetto culturel du rock, où le jazz toujours pris dans le bilan du free et de sa mondialisation ayant produit ici quelques gracieusetés coutumières d'une certaine école musicale française, semble se rétracter.

Magma fera-t-il fascination tenace pour une partie de la petite bourgeoisie, continuera-t-il à consolider culturellement les contre-poussées fascistes actuelles ?

A grande échelle sans doute pas tant qu'ancienne bourgeoisie et sociaux-fascistes seront pris dans des opérations plutôt pacifistes et rassurantes. Mais si le jeu des tensions civiles mis en oeuvre va dans le sens de guerres civiles contre-révolutionnaires, quoi de plus effrayant à terme que de telles perspectives pour ceux qui n'ont aucune autonomie politique ?

Magma et sa musique d'apocalypse anticipe-t-il ? Faudra-t-il le combattre ?

Affaire à suivre.

Francis Anclois.

NOTES... NOTES... NOTES... NOTES

projet peyrefitte

On vient d'assister, avec la présentation du projet Peyrefitte à l'Assemblée Nationale, à un redéploiement de grande envergure et systématique de tous les thèmes qui alimentent la légitime défense : cette campagne odieuse et ultra-réactionnaire qui cherche à étendre la violence de l'ordre social aux gens eux-mêmes, il faut la combattre vigoureusement ! (cf le ML 32)

Mais, au fond, ceux qui ont fait tant de bruit à l'encontre du projet Peyrefitte se sont entendus sur cet aspect des choses ; ce fut l'unanimité de « l'insécurité », et en son nom, vive l'ordre ! Le PCF l'a cautionnée en disant une fois de plus que c'est le gouvernement le responsable, et Me Badinter, que cette affaire ne doit pas être celle de l'opinion publique, mais de juristes experts sur lesquels Peyrefitte ferait mieux de s'appuyer (Libération du 7 Juin)

Alors pourquoi ces envolées de robes noires jusque dans la rue ? Qu'est-ce qui, dans ce projet, a poussé même des juges — aux côtés d'avocats — dans des manifestations qui leur sont en principe interdites ?

Ils ont dit que le projet Peyrefitte était mauvais parce qu'il restreignait l'éventail des peines, parce qu'il fixait un terme trop rapide, dans certains cas, à la procédure, parce qu'il augmentait les pouvoirs des procureurs au détriment de ceux du juge d'instruction...

Cela est vrai : le projet Peyrefitte restreint un peu la marge de manœuvre du juge en matière pénale ; il lui fixe des directives plus strictes. Mais surtout, il entend mettre les juges au pas, mettre le hola à tous les coups d'éclat qui ont fait dans la dernière période la célébrité des Bidalou et autres, stopper ce genre d'opérations politiques par lesquelles le PS, généralement, escomptait tirer profit de l'opposition d'un « bon » juge à la « mauvaise » justice.

Le projet Peyrefitte incontestablement est un règlement de compte entre forces bourgeoises. Ce n'est pas

pour rien que Me Badinter s'est fait le ténor de l'opposition et que Libération en a fait sa une de plusieurs semaines.

Des termes du débat tel qu'il est posé, on ne saurait dégager un point de vue populaire. On ne nous présente, en vérité, qu'une vieille discussion académique des facultés de droit : celle qui oppose aux tenants d'un « plus de loi » les adeptes d'un « plus de pouvoir au juge ». Un débat de formes qui cherche à taire ce qu'est la justice dans son contenu de classe.

La pratique des tribunaux ne nous a pas habitués à faire plus de confiance au juge d'instruction qu'au procureur : dans la récente affaire Bouaziz — sur laquelle bien peu de juristes ont pris position ! — c'est le juge d'instruction qui a refusé pendant 6 mois sa mise en liberté. Et l'exemple italien où de nombreux ouvriers et intellectuels progressistes attendent depuis un an et plus d'être jugés, ne nous dit pas non plus qu'une détention sans terme soit une bonne chose pour le peuple.

Il ne faut pas plus attendre de « bonnes » lois que de « bons » juges. En matière pénale, cette codification est une réserve de répression possible. Mais avant la codification, il y a la réalité, de révolte et de luttes de classe, dont le juge donnera telle ou telle qualification juridique (crime ou délit...). Et c'est cette qualification qui entraînera la sanction.

C'est là que se joue la pratique anti-populaire de l'appareil judiciaire dans son ensemble, juges et lois indissociables.

Là est aussi le terrain où peut se constituer une force populaire efficace, qui fasse effectivement reculer l'Etat, qui s'approprie les mécanismes judiciaires. L'origine de son développement ne saurait être formelle, mais la mise à jour — cas après cas — des points d'antagonisme et de leur contenu de classe (comme nous l'avons fait dans l'affaire Bouaziz).

PALESTINE

LE SIONISME ISRAËLIEN CREUSE SA TOMBE.

Le gouvernement de M. Begin, tout en menant soi-disant une négociation avec l'Égypte sur l'«autonomie des territoires occupés» (les accords de «Camp David») - de telle manière d'ailleurs que le pourtant très accommodant Sadate ne peut les débloquent - le gouvernement sioniste donc, appuie sans réserve les plus fascistes des colons qui multiplient les implantations en Cisjordanie occupée: répression accrue des manifestations populaires (déportation des familles de manifestants interpellés, expulsion de maires cisjordaniens à la moindre incartade - démontrant-là le caractère pratique de l'«autonomie» -), expropriation de terrains arabes, occupation militaire renforcée (quadrillage permanent, couvre-feu...).

Les colons fascistes, des «intégristes» religieux, multiplient les provocations - leur présence seule en est déjà une - avec un mépris total des droits des Cisjordaniens, des règlements internationaux ainsi que de l'opinion publique Israélienne, plutôt favorable à l'arrêt de ces actions de guerre.

Face à cette situation, les manifestations populaires se développent dans les territoires occupés (rassemblements devant les mairies, défilés d'écoliers...) tandis que des opérations armées de la résistance Palestinienne ont secoué le joug sioniste: dans une opération très audacieuse, 5 colons fascistes ont été tués et de nombreux blessés.

Loin de faire réfléchir les fascistes, ces actes d'opposition les ont lancé dans un terrorisme aveugle:

- tandis que des cisjordaniens étaient expulsés, et les maisons d'où sont partis les coups de feu ont été dynamitées par l'armée, des fascistes - avec des appuis chez les militaires - ont fait sauter les maisons de 3 maires qui furent gravement blessés.

- les sièges de partis sionistes centristes (le parti travailliste) ou de groupes favorables à des négociations avec les Palestiniens (Le Shelli - on note une radicalisation de l'opposition juive interne en Israël, face aux positions fascistes du gouvernement goush emounim - «bloc de la foi») ont été dévastés ou plastiqués et certains de leurs militants menacés de mort ou tabassés en pleine rue.



Cette ligne suicidaire du sionisme est accompagnée par une crise économique d'autant plus marquée que l'État d'Israël est soutenu à bout de bras par les impérialismes occidentaux, surtout américain, eux-mêmes en crise grave. Le chômage touche 5% de la population juive tandis que l'émigration devient de plus en plus massive (les Israéliens juifs les plus conscients - ou las - de l'absurdité du système sioniste, sorte de croisement entre un théocratisme moyen-âgeux et l'impérialisme occidental le plus «moderne», s'enfuient de la «terre promise»).

Saluons une fois de plus les luttes des Palestiniens contre le sionisme, pour la libération de leur terre, ainsi que la lutte des juifs anti-sionistes !



Les lycéens Cisjordaniens à l'avant-garde de la lutte contre l'occupant sioniste.

ITALIE

Le 7 avril 1979, de nombreux militants de l'Autonomie ouvrière sont arrêtés en Italie. Deux types de mandat d'arrêt extrêmement graves et non fondés sont lancés contre eux, d'abord par le juge du PCI Calogero :

- délit de bande armée pour «avoir organisé et dirigé une association dénommée Brigades rouges, constituée en bande armée ... en vue de promouvoir l'insurrection armée contre le pouvoir de l'État et de transformer par la violence la constitution et la forme du gouvernement».

- délit d'association subversive pour avoir «organisé et dirigé une association dénommée «potere operaio» et autres associations analogues ayant divers noms mais liées entre elles et toutes référentes à l'ainsi nommée Autonomia operaia».

En plus est imputé à certains, comme Negri, Ferrari Bravo, Piperno, Pace, le rapt et l'homicide Moro, et d'autres attentats par les juges de la DC (Démocratie Chrétienne) de Rome. Le 7 juillet 1979, nouveau mandat d'arrêt contre Negri et Ferrari Bravo, qui sont en prison pour insurrection armée contre l'État. (Cette imputation permet de détenir sans procès les prévenus pendant 12 ans). Le 21 décembre 1979, nouvelles très nombreuses arrestations dans toute l'Italie, pour le délit de bande armée, et cela avec comme seule preuve la confession de Fioroni. (Fioroni, ex-militant du Potere operaio a été condamné il y a quelques années à 27 ans de prison pour participation à un enlèvement contre rançon ayant conduit à la mort de Saronio).

Contre la promesse d'une forte remise de peine, Fioroni est aujourd'hui l'auteur d'une «longue confession» qui a permis ces nouvelles inculpations. Ces dires n'ont jamais donné lieu à aucune confrontation.

Les procès sont sans cesse reculés malgré la demande des inculpés. Et si aujourd'hui, Negri n'est plus inculpé de l'affaire Moro — après avoir été accusé d'en avoir été le cerveau —, si Pace et Piperno, après avoir été extradés par la France pour cette même affaire, sont libérés pour 45 jours, les juges ayant reconnu leur innocence en ce qui concerne cette question, **NEGRI ET LES AUTRES SONT TOUJOURS EN PRISON.**

Piperno s'est vu retirer son passeport et ses papiers d'identité afin qu'il ne puisse malgré ses droits revenir en France. D'ailleurs, que ferait le gouvernement français s'il demandait asile — rappelons-nous Croissant à qui fut refusé son retour en France — ?

Nous devons nous mobiliser contre toutes les extraditions, mais aussi pour la libération des inculpés du 7 avril et du 21 décembre 1979, car c'est une grande opération contre les révolutionnaires que lancent aujourd'hui le PCI et la DC en Italie. Nous publions cet appel international qui émane du Comité pour la libération d'A. Negri et des inculpés des 7 avril et 21 décembre, constitué après le colloque Negri.

(un article sur l'Italie sera publié prochainement)

APPEL INTERNATIONAL POUR LA LIBÉRATION D'ANTONIO NEGRI ET DES INCULPÉS DES 7 AVRIL ET 21 DÉCEMBRE 1979

Ainsi, Antonio Negri et ses camarades ne sont ni les cerveaux des Brigades Rouges, ni les auteurs de l'enlèvement et du meurtre d'Aldo Moro. L'enquête policière et la justice les en ont formellement disculpés le 24 avril 1980. Deux mois après, ils sont toujours en prison. Malgré cette disculpation, on continue de faire peser sur eux des accusations absurdes, telles que guerre civile et insurrection armée contre l'État, qui valent la prison à perpétuité. Rappelons qu'aucune preuve n'a été fournie à l'appui d'aucune de ces accusations.

La situation juridique et carcérale en Italie est véritablement alarmante. A travers l'affaire Moro et la répression du terrorisme, le pouvoir cherche à briser toutes les formes de contestation sociale extra-parlementaires. Aux milliers de personnes emprisonnées, dont six cents officiellement accusées de «terrorisme», s'ajoutent chaque jour des chercheurs, des enseignants, des ouvriers, des militants syndicaux, des avocats et même tout récemment des journalistes.

Derrière les réglemens de comptes entre les partis et factions au pouvoir, qui s'expriment dans des manipulations de l'appareil judiciaire, se joue plus fondamentalement une offensive réactionnaire qu'on retrouve sous d'autres formes dans tous les pays d'Europe de l'Ouest. On en voit l'illustration aujourd'hui en France avec, par exemple, les extraditions prononcées contre Piperno et Pace, alors que, sur ce point encore, la justice italienne a été contrainte de reconnaître le caractère non fondé de sa demande et a dû les libérer.

Dans ces conditions, il apparaît nécessaire et urgent que la riposte s'organise à l'échelle internationale.

Les soussignés protestent contre le fait que les prisonniers politiques italiens du 7 avril et du 21 décembre soient maintenus en prison tandis que les procès sont indéfiniment repoussés. Ainsi L. Ferrari Bravo, professeur à l'institut de Padoue n'a pas été interrogé depuis le 18 juillet 1979.

Ils demandent la libération immédiate des inculpés du 7 avril et du 21 décembre, garantie, dans les conditions actuelles, de l'ouverture rapide d'un procès ou d'un abandon complet des charges, dès lors que celles-ci n'ont pas été prouvées.

Ils appellent au développement de l'information la plus large sur cette affaire, et à toutes les initiatives susceptibles d'y contribuer (formation d'un comité international, commission d'enquête, réunions d'information, colloques, prises de position publiques etc...)

Signatures...

(suite de la dernière page)

Nous nous y sommes engagés avec plusieurs convictions :

1. La bourgeoisie tente de s'appuyer sur le désaccord massif des gens d'avec la politique de la RAF (Fraction Armée Rouge) pour faire entériner la logique des extraditions.

Nous sommes entièrement étrangers à la politique de la RAF, nous sommes opposés à toute orientation «terroriste» qui substitue la violence symbolique au travail politique de masse (cf. ML 42), mais la question qui nous est posée ici n'est pas celle-là mais celle des extraditions pratiquées par l'Etat français.

2. Notre engagement est nécessaire :

a- il y va de notre identité de révolutionnaire de nous dresser contre ces pratiques étatiques ; et c'est aussi que l'Etat français — comme les autres Etats européens — veut évincer toute politique qui n'est pas parlementaire. Nous sommes à assez court terme visés.

b- Si nous ne nous engageons pas, il ne se délivrera aucun courant d'opposition à ces mesures et c'est précisément ce sur quoi mise l'Etat en cette affaire.

3. Ce combat peut être efficace : même si le blocage de ces extraditions est plus qu'incertain (encore qu'ont été déjà empêchées dans le passé celles de Bellevita et Mac Cann), une campagne d'opinion peut contraindre l'Etat français à limiter les motifs d'extradition, ce qui entrave objectivement les Etats : ainsi Piperno et Pace ont dû être libérés sans que l'Etat italien puisse les maintenir en prison comme il le fait pour des milliers d'autres prisonniers politiques aujourd'hui.

4. Il faut construire une politique démocratique particulière sur cette cause. A la fois, trouver ici des premiers ressorts de mobilisation, et dans leur travail avancer sur la bataille plus générale anti-extraditions.

Il nous semblait, sur le premier point, que certains groupes femmes pouvaient être sensibilisés à l'aspect particulier de l'extradition de 5 femmes, de 5 militantes politiques. Nous avons appelé pour cela à une première réunion. Nous avons très vite été confrontés aux partisans de la RAF dont l'orientation sur cette affaire n'a cessé d'osciller entre deux positions :

- l'une, sectaire : s'engager contre ces extraditions, c'est soutenir ces femmes, donc la politique de la RAF. Cette position n'organise plus que quelques hères noctambules de la mouvance autonome.

- l'autre faussement démocratique : la politique c'est la révolte ; il n'y a donc pas de différence entre politique et délinquance (il s'agit là clairement du simple envers de la politique bourgeoise qui tend à criminaliser toute politique révolutionnaire). Ce versant des positions pro-RAF ne vise qu'à contrer notre travail démocratique pour lui opposer le fourre-tout sans conviction et sans rupture de l'anti-répression.

Premier point à relever de ces gens là : la conviction déclarée que l'URSS et les pays de l'Est constituent un arrière de leur combat contre l'Europe Germano-américaine, que le PCF ne doit pas être pris comme cible, mais plutôt comme inertie à dépasser. Nos analyses objectives sur leur logique correspondent donc à leur vision subjective ! Ils furent cependant marginalisés par le débat de mobilisation réellement démocratique qui s'est développée à notre initiative.

Différents groupes ou organisations de femmes se sont sentis particulièrement concernés par la campagne orchestrée contre ces 5 femmes qui visait à faire passer pour sauvage et hystérique toute femme qui sort de son rôle social établi. Avec elles, avec quelques intellectuels rescapés de la mobilisation croissant, nous avons organisé une conférence de presse autour de tous les avocats de la défense pour dénoncer les conditions de détention à Fleury, celles qui attendaient ces femmes en RFA si elles étaient extradées, et pour manifester qu'un courant s'organisait contre le principe des extraditions. Conférence réussie (où témoignèrent Amnesty International, le Syndicat de la Magistrature) qui permit de faire reculer l'Etat : dès le lendemain, ces femmes n'étaient plus entravées comme des animaux dans le tribunal.

Les appels successifs à se rendre au tribunal pour les séances du procès ont commencé également de faire boule de neige à partir du moment où apparaissait un noyau de gens décidé à ne pas laisser passer ces pratiques étatiques. A chaque fois la salle plus nombreuse protestait contre les extraditions, pour la libération des inculpés.

Cependant la mobilisation ne pouvait se suffire de sa composante femmes d'autant qu'elle supportait alors toutes les faiblesses et divisions actuelles du mouvement des femmes.

Notre propre campagne de masse s'est orientée selon deux axes :

1. Donner notre point de vue sur la question allemande (cf. ML 22) pour soutenir un point de vue positif de confiance dans le peuple allemand, pour montrer que son partage sous la tutelle des 2 superpuissances est la figure des peuples qui conduit nécessairement à la guerre, pour ainsi alimenter notre combat contre les extraditions aux débats actuels sur la question des risques de guerre.

2. Lier le débat sur les extraditions à la question des prisonniers politiques. L'accord franco-allemand n'autorise pas les extraditions politiques ; aussi le procureur dut-il argumenter que les femmes n'étaient pas des politiques mais de simples criminelles, à preuve qu'elles se réunissaient clandestinement et qu'elles refusaient de répondre au tribunal ! Corollaire : les révolutionnaires ne sont jamais des politiques et le seul militantisme qui vaille est celui des sénateurs. Rappelons que le projet de convention européenne dite «anti-terroriste» vise précisément à ôter le caractère politique de toute une série d'actions (pour ne laisser subsister que la politique du respect de l'ordre établi) et à automatiser au maximum la procédure d'extradition.

La question des prisonniers politiques permet de déployer ce problème et de l'inscrire directement dans la réalité interne des sociétés impérialistes. Cette question articule le nouveau combat contre les extraditions aux traditions de mobilisations démocratiques pour défendre le droit des prisonniers politiques. Il existe dans les formes de conscience l'idée juste que lorsque l'Etat veut criminaliser les politiques, c'est que les temps sont pour lui graves et nécessitent des états d'exception pour accomplir ses basses besognes. Existe également l'idée que si l'Etat procède ainsi, c'est qu'il n'arrive pas à raser toute résistance politique. Cela assigne donc quelque part une faiblesse irréductible de son ordre qu'il est de l'intérêt de tout démocrate de laisser laisser jouer dans le champ des combats politiques.

Voilà nos orientations de travail et leurs premiers effets. Cette bataille ne fait que commencer et exige de notre part une mobilisation renouvelée. En effet, de nombreux autres cas se présentent déjà : plusieurs Italiens ont été arrêtés en France, accusés de «terrorisme» et risquent d'être extradés.

EDITORIAL

Un mois où les sentiers semblent suivre leurs cours politique sans inflexions majeures et sans ces éléments d'effervescence apportés précédemment par les mouvements de masse étudiants et immigrés.

La scène internationale occupée par les pérégrinations de présidents en mal de publicité, par des conférences où se tempèrent les discordances inter-impérialistes.

Nous en rappelons des points de réalité essentiels: la montée du mouvement populaire dans les territoires occupés en Palestine contre la terreur sioniste, la résistance du peuple Afghan déployée à l'intérieur même du pays et présentée ici en interview de camarades Afghans de l'U.G.E.A.E.

Ici, la bourgeoisie poursuit sa remise en ordre en se préparant aux présidentielles (Cf le projet Peyrefitte qui agit la magistrature P.S.).

La nouvelle bourgeoisie tire le bénéfice politique final de l'entreprise de liquidation de l'unité français-immigrés ouverte par les C.F.D.Tistes.

Nous-mêmes continuons notre travail d'avant-garde: - pour définir avec les C.P.A.C. la voie d'une politique révolutionnaire dans le domaine de la santé.

- pour faire du marxisme dans les usines un élément de confiance et d'organisation de la classe ouvrière.
- pour créer une solidarité agissante avec la résistance Afghane à l'agression russe.

Travail de bilan, comme celui d'un C.P.A.C. sur la période noire de la guerre d'Algérie.

Débat critique par rapport aux «marxistes» qui s'intéressent à l'usine impérialiste mais n'y lisent jamais de vitalité politique du prolétariat.

Travail du groupe Foudre pour embrasser tous les champs de l'art et y forger un point de vue marxiste.

Mais un mois aussi des nouveautés:

- * contre les attaques fascistes visant les cités populaires et les écoles comme à Bondy (initiatives doublées de tentatives de prise de position fascistes dans le champ musical, Cf Magma). A cela répondent à Bondy des débats et pratiques nouvelles au sein des jeunes immigrés, des orientations renouvelées de travail pour les maoïstes.

- * contre les extraditions des 5 femmes allemandes, une force démocratique se cherche adossée à la défense des prisonniers politiques.

- * en soutien à l'incroyable emprisonnement de Négri et de milliers d'autres révolutionnaires en Italie, des campagnes s'organisent en France, dont nous sommes partie prenante.

De tout cela, le «Marxiste-Léniniste» se fait la chambre d'écho pour servir à la maîtrise révolutionnaire de notre époque.

contre l'extradition des 5 prisonnières politiques allemandes

Contre les extraditions, les combats sont nouveaux et difficiles.

Aujourd'hui, 5 femmes allemandes, militantes de la Fraction Armée Rouge et du Mouvement du 2 Juin sont menacées d'être extradées vers la RFA. La mobilisation contre leurs extraditions est en grande partie nouvelle: les affaires précédentes, comme celle de Croissant ou de Bellavita portaient moins sur le principe des extraditions que sur le problème des droits des avocats ou des journalistes. Le courant de mobilisation qui s'était constitué dans l'affaire Croissant ne s'est pas cumulé depuis dans une opposition aux extraditions; on le retrouverait plutôt engagé aujourd'hui dans les mobilisations contre le projet Peyrefitte (voir note dans ce numéro).

Pourquoi? Comme nous le relevions dans le précédent numéro, les 5 menacées d'extradition n'autorisent guère de faux fuyant: les 5 femmes revendiquent toutes plus ou moins ouvertement leur appartenance aux organisations allemandes en question. On ne peut donc ici arguer de leur «innocence» politique pour biaiser sur le fond, c'est-à-dire sur le principe même des extraditions. Et sur ce point, aucune conviction ferme de pensée et d'engagement n'existe encore dans le peuple. Ceci s'était déjà dessiné antérieurement dans les mobilisations sur les autres affaires (y compris G. Winter, Mac Cann, Piperino et Pace) où nous nous retrouvons le plus souvent les seuls à engager le combat. Le combat est ici clairement posé. Il s'est ouvert sans grands arrières politiques constitués contre les extraditions.



La «convention européenne anti-terroriste» se prépare.